

**Théorie du droit**

# L'institutionnalisation de la providence

Olivier De Schutter

## Introduction

### **I. L'héritage: l'émergence de l'autonomie**

Les révolutions libérales – libéralisme politique et libéralisme économique

### **II. La critique du libéralisme: la « grande transformation »**

Le « modernisme » et l'invention de l'Etat providence

### **III. Gouverner par le marché: les néolibéralismes et les incitants « doux »**

Les néolibéralismes et la transformation de l'Etat providence

La montée des sciences comportementales

### **IV. Sortir du néolibéralisme: trois propositions**

La résurgence des « communs »

Les nouvelles pratiques démocratiques

L'Etat partenaire

## **I. La révolution du New Deal aux Etats-Unis**

- Le keynésianisme avant Keynes
- La double transformation du New Deal
- La fin de l'ère Lochner et la nouvelle pensée constitutionnelle
- L'héritage ambigu du New Deal

## **II. L'Etat providence en perspective**

- Le rôle de l'Etat protecteur
- Les trois missions de l'Etat providence
- Les critiques de l'Etat providence
- Au-delà de l'économicisme

## LE KEYNESIANISME AVANT KEYNES: LE LABORATOIRE DE L' ECONOMIE DE GUERRE

**William J. Barber, *From new era to New Deal. Herbert Hoover, the economists, and American economic policy, 1921-1933* (Cambridge Univ. Press, 1985)**

Trois révolutions entraînées par l'économie de guerre :

- l'économie n'est pas régie par des "lois" équivalentes aux lois du monde physique, mais peut être **orientée artificiellement**, par exemple par l'outil fiscal ou la manipulation du crédit public afin d'atténuer l'impact des 'cycles' récessifs ; ou par une législation sur les salaires
- les Etats-Unis doivent constituer un **lieu d'expérimentation de nouvelles régulations**, compte tenu de l'incapacité pour l'Europe à sortir de sa crise et des nationalismes, et à surmonter sa logique des cartels ou monopoles
- les décisions économiques doivent se fonder sur des **faits**, notamment **statistiques**, et non sur des **modèles abstraits** bâtis sur des postulats irréalistes : la régulation publique informée par l'outil statistique peut renforcer l'efficacité du marché

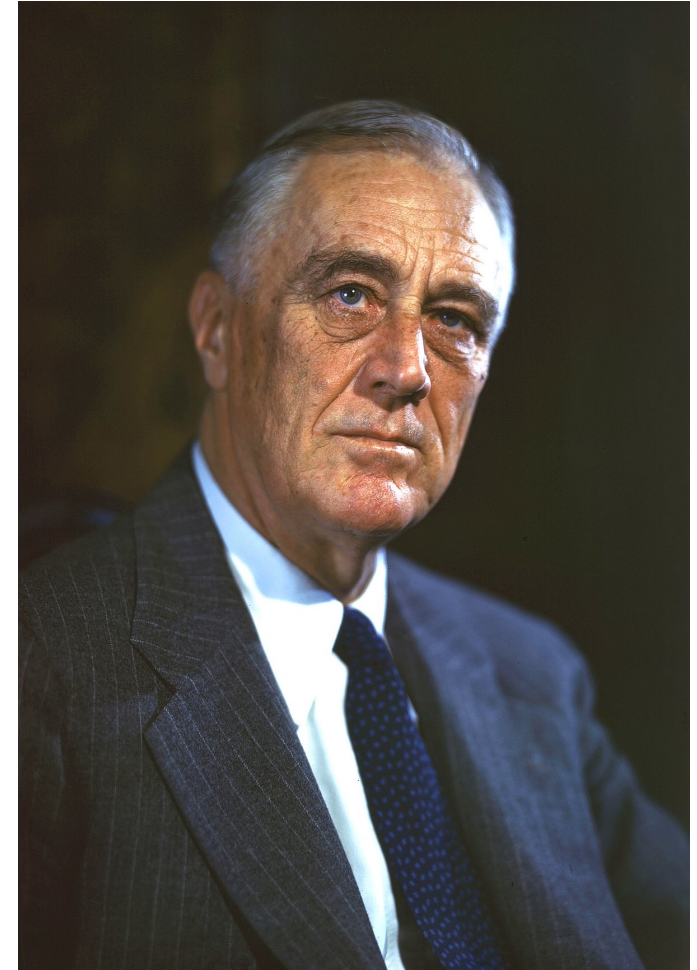
## LA CRISE DE 1929 ET LE LANCEMENT DU NEW DEAL

**Krach d'octobre 1929, suivi de la grande dépression de 1930-1932**

- le chômage passe de 3% à 25% de la population active
- la production chute de 33%

**Novembre 1932 : F. D. Roosevelt est élu à la présidence**

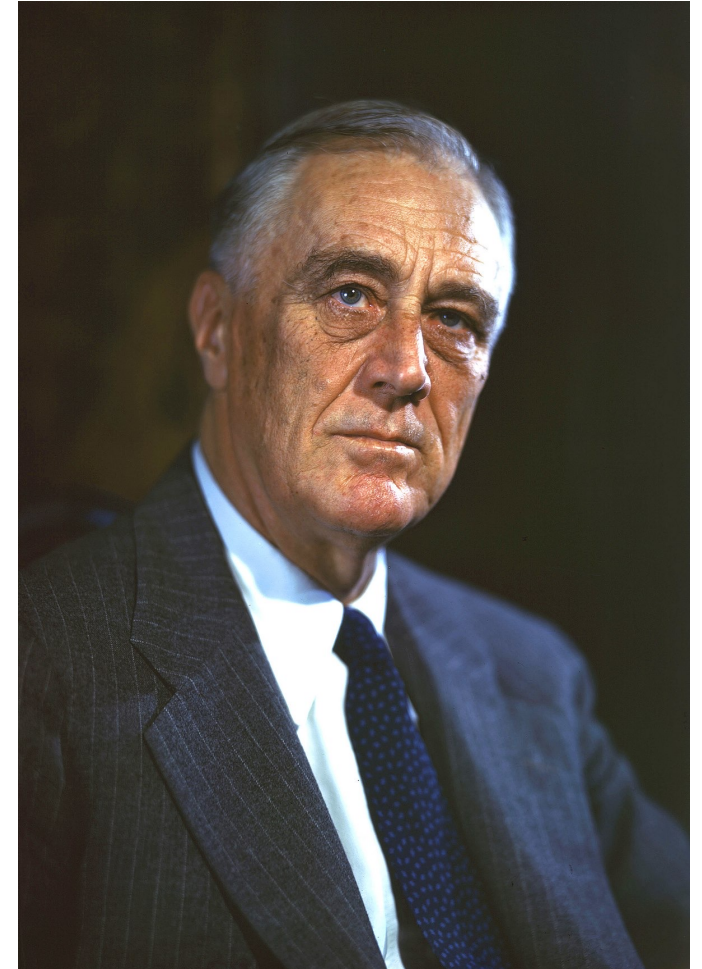
**Mars 1933 : lancement du 'premier New Deal' (dit 'associationaliste' ou 'corporatiste').** Deux des composantes majeures (l'Agricultural Adjustment Act (A.A.A) (visant à une protection des revenus des agriculteurs par le soutien artificiel des cours des produits agricoles) et le National Industrial Recovery Act (N.I.R.A) (favorisant la syndicalisation et la conclusion de conventions collectives afin de permettre le maintien de salaires à un niveau correspondant à l'évolution du coût de la vie; et assurant les conditions d'une concurrence loyale entre les entreprises)) sont cependant invalidées par la Cour suprême



## LA CRISE DE 1929 ET LE LANCEMENT DU NEW DEAL

*A.L.A. Schechter Poultry Corp. v. United States, 295*

**U.S. 495 (1935):** invalide section 3 du National Industrial Recovery Act (NIRA) autorisant l'Exécutif à imposer le respect des 'codes of fair competition' (réglementation des prix minima fixés par le secteur de la volaille) comme outrepassant la délégation de pouvoirs admissible de la part du Congrès fédéral



## LA CRISE DE 1929 ET LE LANCEMENT DU NEW DEAL

**1935** Le National Labor Relations Act (Wagner Act) du 5 juillet 1935 se substitue au N.I.R.A. Le National Labor Relations Board est créé afin de protéger les syndicalistes contre les mesures discriminatoires dont ils pourraient faire l'objet.

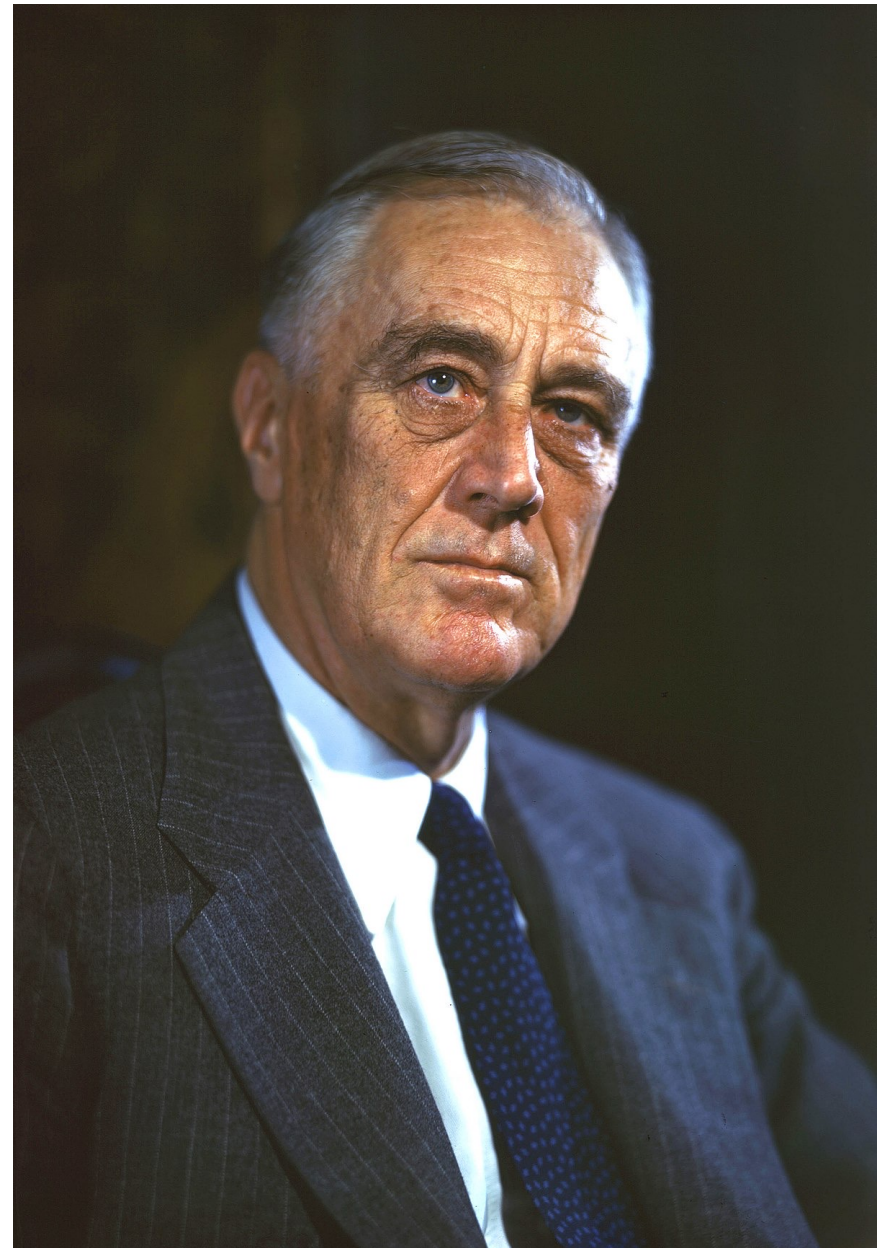


**Novembre 1936 : réélection de F.D.  
Roosevelt**

**1937-1938 : second New Deal**

**29 mars 1937 : arrêt *West Coast Hotel Co.  
v. Parrish***

**Fair Labor Standards Act (FLSA), 1938 :**  
établit la semaine de travail à 40  
heures et un minimum salarial à 40  
cents par jour





## La double transformation du New Deal

Etat corporatiste (1932-1936) → Etat régulateur (1937-1940)

‘associationalist’

agences indépendantes

lutte contre les monopoles\*

**La tendance associationaliste: transformer l'économie d'un système compétitif à un système harmonieux**

Herbert Hoover, Secrétaire au Commerce dans les administrations Harding et Coolidge (1921-1928), puis président des Etats-Unis (1929-1933) promeut les trade associations

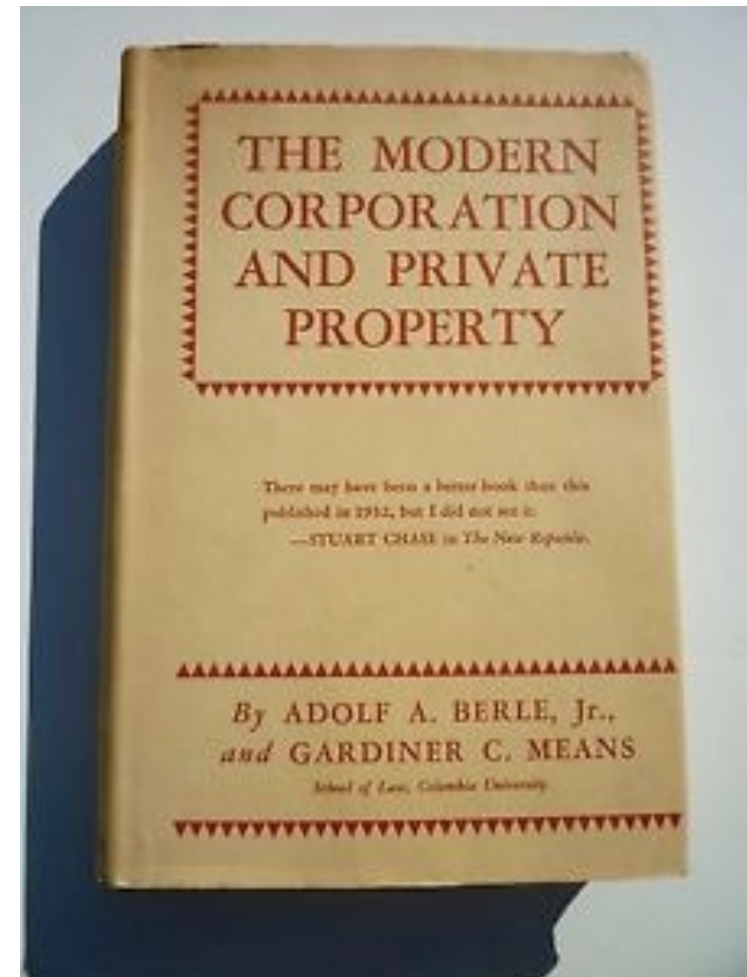
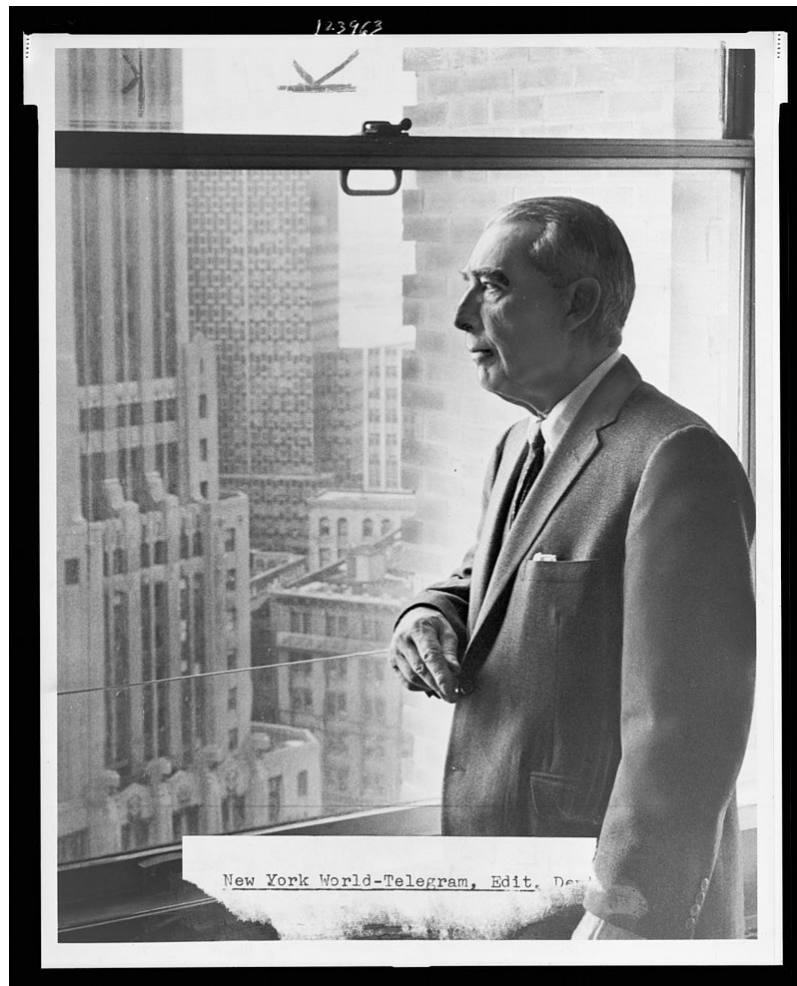
Adolf Berle & Gardiner Means, *The Modern Corporation and Private Property* (1932) (dissociation entre la propriété et le contrôle - émergence de grandes sociétés sans contrôle effectif -- doivent être amenées à oeuvrer en tenant compte de l'intérêt de la collectivité / de l'ensemble des 'stakeholders')

**Etat protecteur (1932-1935) → Etat redistributeur (1937-1940):** relance par la demande, efficacité économique de la justice sociale

Simon Patten, *The Theory of Prosperity* (1902)

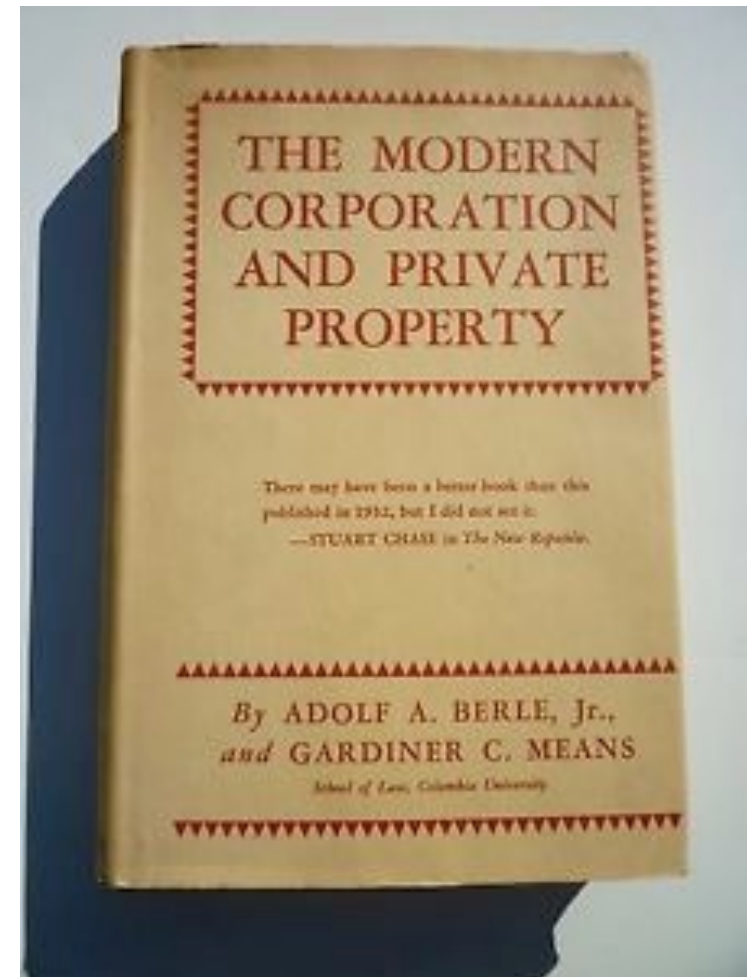
John M. Clark, *Economics of Planning Public Works* (1935)

**Adolf Berle & Gardiner Means, *The Modern Corporation and Private Property* (1932)** (dissociation entre la propriété et le contrôle - émergence de grandes sociétés sans contrôle effectif -- doivent être amenées à oeuvrer en tenant compte de l'intérêt de la collectivité / de l'ensemble des 'stakeholders')



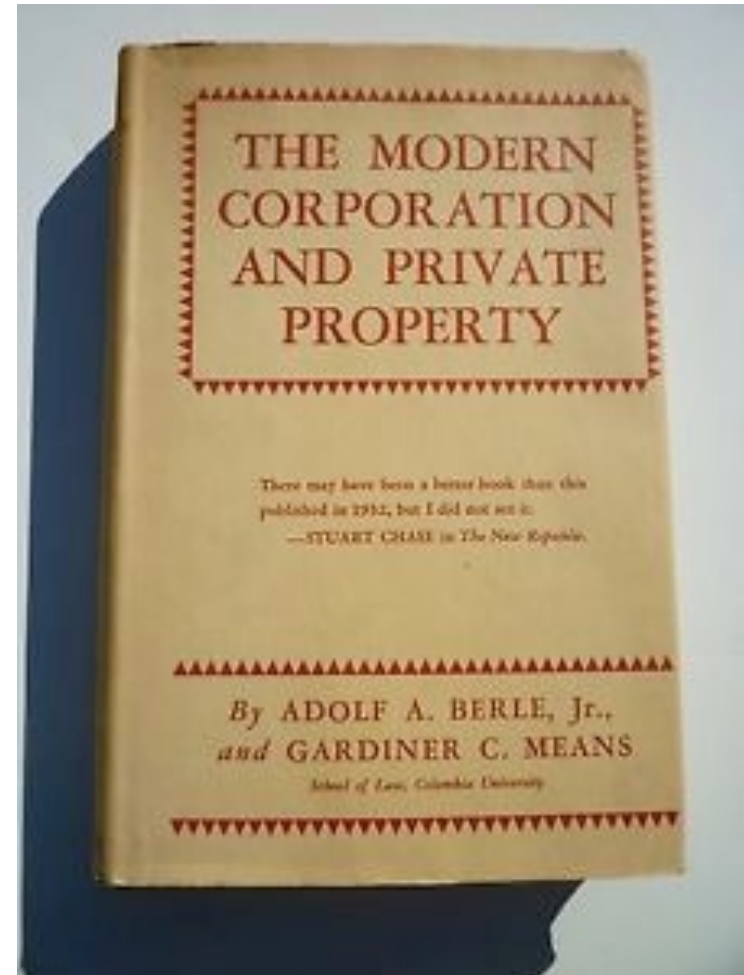
## Adolf Berle & Gardiner Means, *The Modern Corporation and Private Property* (1932)

“The property owner who invests in a modern corporation so far surrenders his wealth to those in control of the corporation that he has exchanged the position of independent owner for one in which he may become merely recipient of the wages of capital... [Such owners] have surrendered the right that the corporation should be operated in their sole interest...”



## Adolf Berle & Gardiner Means, *The Modern Corporation and Private Property* (1932)

"The rise of the modern corporation has brought a concentration of economic power which can compete on equal terms with the modern state - economic power versus political power, each strong in its own field. The state seeks in some aspects to regulate the corporation, while the corporation, steadily becoming more powerful, makes every effort to avoid such regulation... The future may see the economic organism, now typified by the corporation, not only on an equal plane with the state, but possibly even superseding it as the dominant form of social organization. The law of corporations, accordingly, might well be considered as a potential constitutional law for the new economic state, while business practice is increasingly assuming the aspect of economic statesmanship." (p. 357)

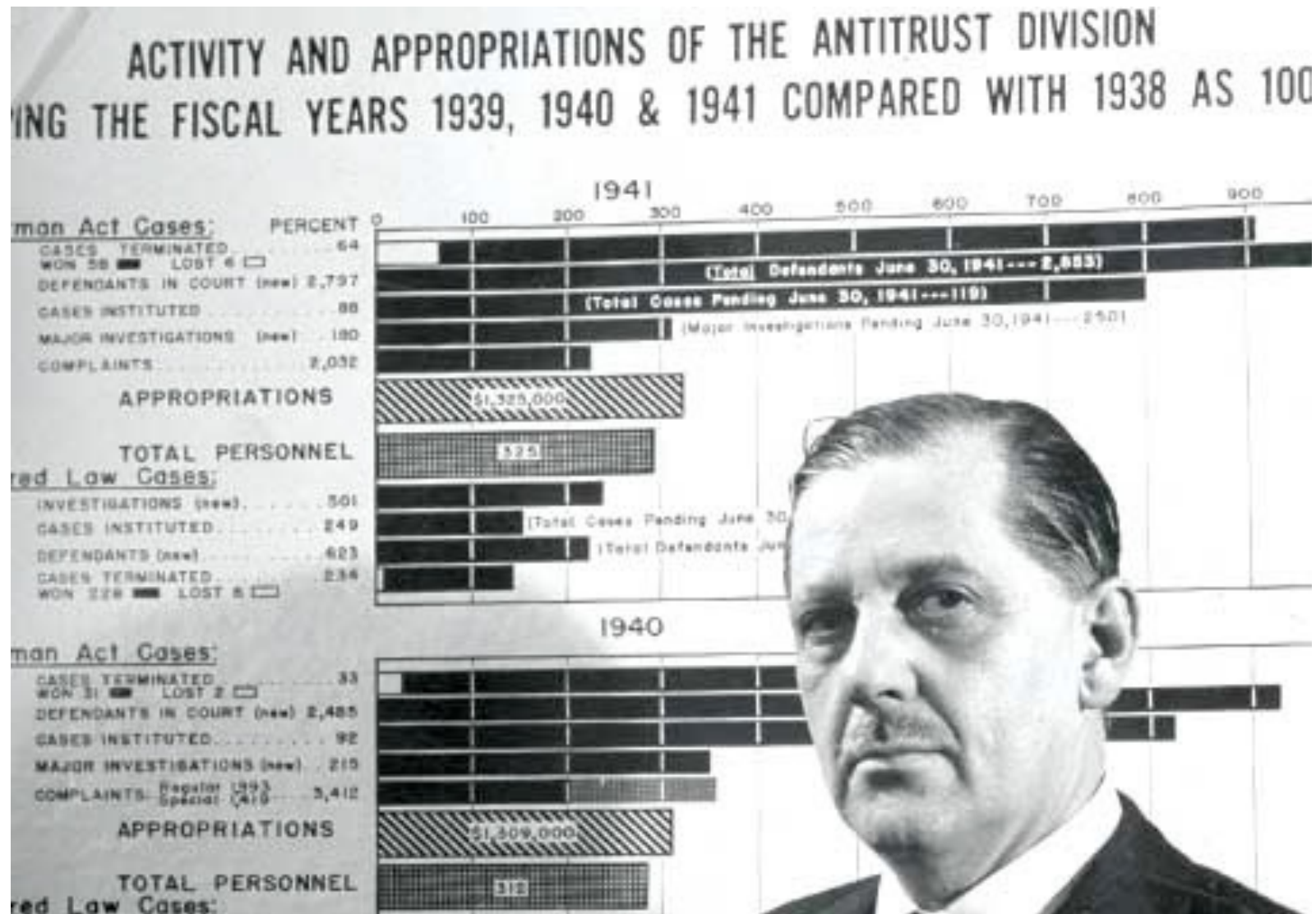


## Les ‘New Dealers’ : la lutte contre les monopoles

### Les deux fonctions de la lutte contre les monopoles : éviter la concentration économique (1) ou favoriser le bon fonctionnement du marché (2)

- (1) Louis Brandeis, *Other People's Money* (1914): réaffirmer le contrôle démocratique vis-à-vis du pouvoir des grandes organisations
- (2) Thurman Arnold, Service de la concurrence au sein du Ministère de la Justice (1938-1942): ‘The maintenance of a free market is as much a matter of constant policing as the flow of free traffic on a busy intersection. It does not stay orderly by trusting to the good intentions of the drivers or by preaching to them. It is a simple problem of policing, but a continuous one’ (1940). ‘The competitive struggle without effective antitrust enforcement is like a fight without a referee’ (1941) - surveillance de la concurrence confiée à une autorité indépendante, à l’abri du pouvoir politique (parlementaire), en vue de protéger le consommateur vis-à-vis de l’abus de pouvoir économique

## Thurman Arnold, Service de la concurrence au sein du Ministère de la Justice (1938-1942)



## Le keynesianisme d'avant Keynes

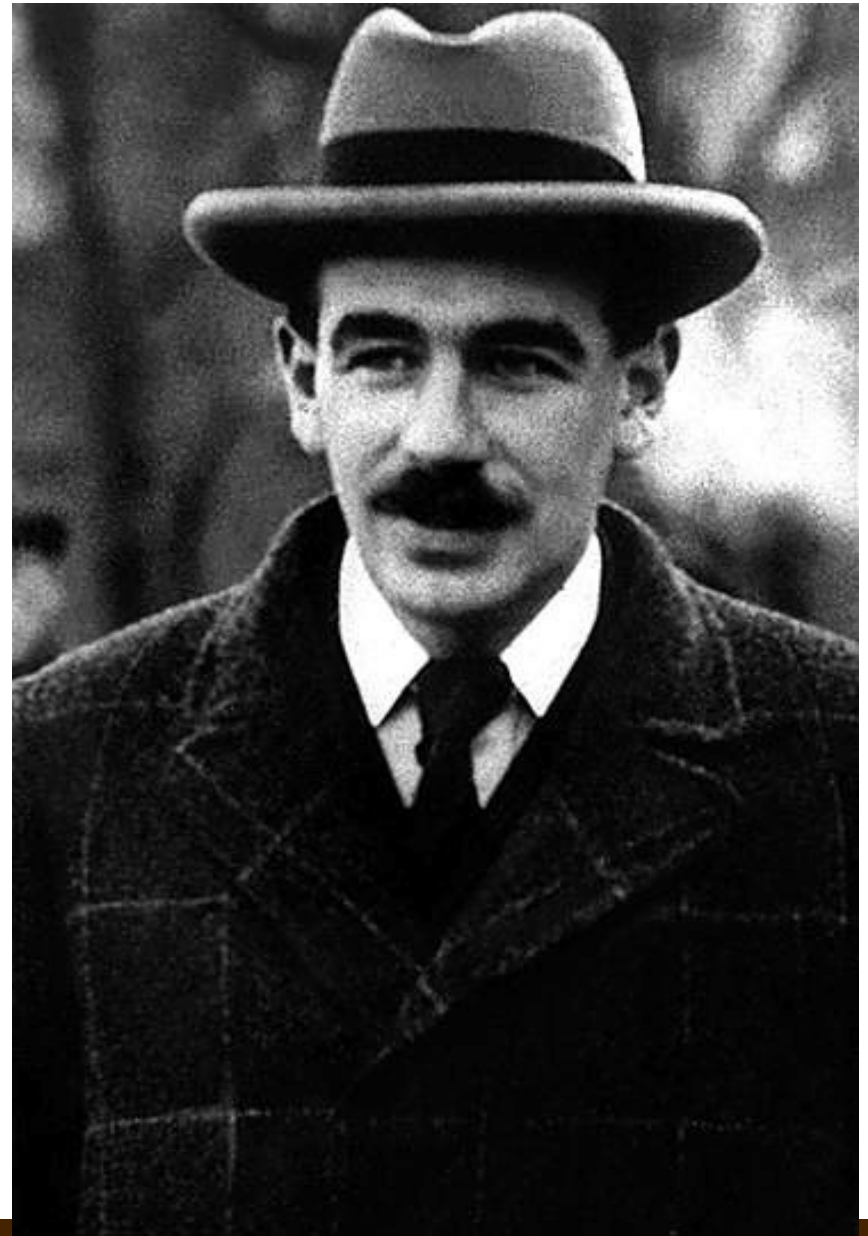
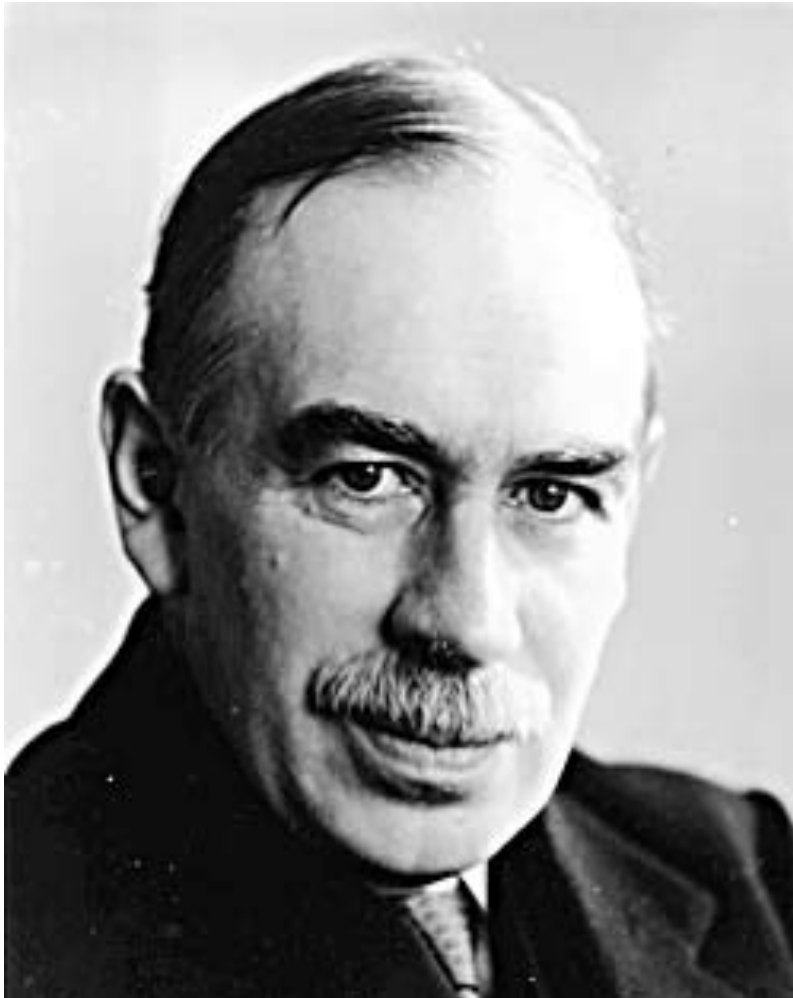
**Deux composantes de la pensée keynésienne (1) la consommation doit être stimulée, et non seulement l'investissement; (2) la dépense publique doit favoriser la croissance**

- (1) Simon Patten, *The Theory of Prosperity* (1902), réhabilite le caractère socialement utile de la consommation - un second Mandeville ('the non-saver is now a higher type of man than the saver')- Stuart Chase, *A New Deal* (1932) ('It is not so much overproduction as underconsumption which is the appalling fact... Millions of tons of additional material could readily be marketed if purchasing power were available. Alas, purchasing power is not available')
- (2) John M. Clark, *Economics of Planning Public Works* (1935) : l'Etat parcimonieux du premier New Deal fait place à l'Etat redistributeur, qui favorise la croissance par la stimulation de la demande

**Le second New Deal : la division des tâches entre le marché (assurer la production) et l'Etat ((1) assurer la redistribution ; (2) créer les conditions macro-économiques favorables par le soutien de la demande; (3) police du marché) - évolution encouragée après 1940 par la crainte que la planification économique débouche sur le totalitarisme (F. A. Hayek, *The Road to Serfdom* (1944))**

## LA REPONSE KEYNESIENNE

J. M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936





## LA REPONSE KEYNESIENNE

- nécessité de combattre la dépression par des politiques d'investissements publics et par un appui à la consommation
- attribue le chômage à la faiblesse des investissements et de la consommation, et préconise l' 'euthanasie du rentier'
- une politique redistributive est favorable à l'investissement et à la consommation car les plus riches ont une faible propension marginale à consommer et ont tendance à épargner
- préconise une baisse des taux d'intérêt jusqu'à la résorption du chômage

L'héritage du keynésianisme :

- a) Politique sociale généreuse et croissance économique ne sont pas contradictoires, mais **complémentaires** dès lors qu'elles favorisent une relance de la demande ; la politique sociale n'est plus 'béquille' des effets destructeurs du marché, mais une composante de la politique économique
- b) Mais la **mobilité des capitaux** prive en fait les Etats de la possibilité de promouvoir l'emploi à travers l'outil de taux d'intérêt bas (ou de combattre l'inflation par des taux d'intérêt élevés)

## CONCLUSION: LE TERREAU DU NEOLIBERALISME

1. Une répartition des rôles entre l'Etat et le marché qui respecte l'autonomie des acteurs économiques et les choix d'investissement: l'Etat assure la "police des marchés", mais ne se mêle pas de la production
2. Les positions de Berle et Means à propos de la montée en puissance des grandes entreprises n'amènent pas à poser la question de la démocratie économique: le contrôle est confié aux marchés et aux « counterveiling powers » (J.K. Galbraith)
3. La crainte d'un Etat hypertrophié et de la tentation totalitaire (le "court-packing plan" de 1937)
4. Le contexte de la guerre froide et la nécessité de fonder une alternative au libéralisme classique

## I. La révolution du New Deal aux Etats-Unis

- Le keynésianisme avant Keynes
- La double transformation du New Deal
- La fin de l'ère Lochner et la nouvelle pensée constitutionnelle
- L'héritage ambigu du New Deal

## II. L'Etat providence en perspective

- Le rôle de l'Etat protecteur
- Les trois missions de l'Etat providence
- Les critiques de l'Etat providence
- Au-delà de l'économicisme

## La fin de l'ère Lochner et la nouvelle pensée constitutionnelle

### **Nebbia v. New York, 291 U.S. 502 (1934)**

- En 1933, l'Etat de New York crée un Milk Control Board chargé de fixer les prix maximum et minimum du lait, afin de garantir la production du lait malgré une forte chute des prix en 1931-1932 faisant tomber le prix en-deça des couts de production et menaçant les producteurs de lait de faillite.
- Par 5 voix à 4, la Cour admet cette réglementation des prix : ‘Under our form of government the use of property and the making of contracts are normally matters of private and not of public concern. The general rule is that both shall be free of governmental interference. But neither property rights nor contract rights are absolute; for government cannot exist if the citizen may at will use his property to the detriment of his fellows, or exercise his freedom of contract to work them harm. Equally fundamental with the private right is that of the public to regulate it in the common interest. (...)’

## **Nebbia v. New York, 291 U.S. 502 (1934) (suite)**

- So far as the requirement of due process is concerned, and in the absence of other constitutional restriction, a state is free to adopt whatever economic policy may reasonably be deemed to promote public welfare, and to enforce that policy by legislation adapted to its purpose. The courts are without authority either to declare such policy, or, when it is declared by the legislature, to override it. If the laws passed are seen to have a reasonable relation to a proper legislative purpose, and are neither arbitrary nor discriminatory, the requirements of due process are satisfied, and judicial determination to that effect renders a court functus officio. 'Whether the free operation of the normal laws of competition is a wise and wholesome rule for trade and commerce is an economic question which this court need not consider or determine.' And it is equally clear that if the legislative policy be to curb unrestrained and harmful competition by measures which are not arbitrary or discriminatory it does not lie with the courts to determine that the rule is unwise. With the wisdom of the policy adopted, with the adequacy or practicability of the law enacted to forward it, the courts are both incompetent and unauthorized to deal.

## West Coast Hotel Co. v. Parrish, 300 U.S. 379 (1937)

- Contexte : Mme Elsie Parrish attaque son employeur, West Coast Hotel, afin d'obtenir d'être payée au minimum légal prévu par la législation de l'Etat de Washington, qui a installé une commission (Industrial Welfare Commission) devant déterminer les salaires minima pour les femmes et les mineurs. Par une décision adoptée par 5 voix contre 4, la Cour suprême déclare conforme à la Constitution la loi attaquée. Elle relève :
- **La liberté contractuelle mérite-t-elle une protection constitutionnelle?**
- ...the violation alleged by those attacking minimum wage regulation for women is deprivation of freedom of contract. What is this freedom? The Constitution does not speak of freedom of contract. It speaks of liberty and prohibits the deprivation of liberty without due process of law. In prohibiting that deprivation, the Constitution does not recognize an absolute and uncontrollable liberty. Liberty in each of its phases has its history and connotation. But the liberty safeguarded is liberty in a social organization which requires the protection of law against the evils which menace the health, safety, morals, and welfare of the people. Liberty under the Constitution is thus necessarily subject to the restraints of due process, and regulation which is reasonable in relation to its subject and is adopted in the interests of the community is due process.

## West Coast Hotel Co. v. Parrish, 300 U.S. 379 (1937) (suite)

### E. Parrish et son employeur ne sont-ils pas capables de déterminer pour eux-mêmes où réside leur intérêt, ne sont-ils pas égaux en droit?

- The point that has been strongly stressed that adult employees should be deemed competent to make their own contracts was decisively met nearly forty years ago in *Holden v. Hardy*, 169 U.S. 366 (1898) (limiting employment in underground mines and smelters to eight hours a day), where we pointed out the inequality in the footing of the parties. We said (*Id.*, 169 U.S. 366, 397, 390):
- 'The legislature has also recognized the fact, which the experience of legislators in many states has corroborated, that the proprietors of these establishments and their operatives do not stand upon an equality, and that their interests are, to a certain extent, conflicting. The former naturally desire to obtain as much labor as possible from their employees, while the latter are often induced by the fear of discharge to conform to regulations which their judgment, fairly exercised, would pronounce to be detrimental to their health or strength. In other words, **the proprietors lay down the rules, and the laborers are practically constrained to obey them.** In such cases self-interest is often an unsafe guide, and the legislature may properly interpose its authority.'

## **West Coast Hotel Co. v. Parrish, 300 U.S. 379 (1937) (suite)**

And we added that the fact 'that both parties are of full age, and competent to contract, does not necessarily deprive the state of the power to interfere, where the parties do not stand upon an equality, or where the public health demands that one party to the contract shall be protected against himself.' 'The state still retains an interest in his welfare, however reckless he may be. The whole is no greater than the sum of all the parts, and when the individual health, safety, and welfare are sacrificed or neglected, the state must suffer.'

## **L'imposition d'un salaire minimum risque-t-elle de pousser vers la faillite des employeurs si la productivité des travailleurs ne suit pas?**

One of the points which was pressed by the Court in supporting its ruling in the Adkins Case was that the standard set up by the District of Columbia Act did not take appropriate account of the value of the services rendered. (...). The statute now before us is like the latter, but we are unable to conclude that in its minimum wage requirement the state has passed beyond the boundary of its broad protective power.



**West Coast Hotel Co. v. Parrish, 300 U.S. 379 (1937) (suite)**

The minimum wage to be paid under the Washington statute is fixed after full consideration by representatives of employers, employees, and the public. It may be assumed that the minimum wage is fixed in consideration of the services that are performed in the particular occupations under normal conditions. Provision is made for special licenses at less wages in the case of women who are incapable of full service. The statement of Mr. Justice Holmes in the Adkins Case is pertinent: 'This statute does not compel anybody to pay anything. It simply forbids employment at rates below those fixed as the minimum requirement of health and right living. It is safe to assume that women will not be employed at even the lowest wages allowed unless they earn them, or unless the employer's business can sustain the burden. In short the law in its character and operation is like hundreds of so-called police laws that have been upheld.'

## West Coast Hotel Co. v. Parrish, 300 U.S. 379 (1937) (suite)

**L'imposition d'un salaire minimum ne conduit-elle pas à taxer l'employeur, à lui faire payer le coût d'une politique sociale?**

The exploitation of a class of workers who are in an unequal position with respect to bargaining power and are thus relatively defenseless against the denial of a living wage is not only detrimental to their health and well being, but casts a direct burden for their support upon the community. What these workers lose in wages the taxpayers are called upon to pay. The bare cost of living must be met. We may take judicial notice of the unparalleled demands for relief which arose during the recent period of depression and still continue to an alarming extent despite the degree of economic recovery which has been achieved. It is unnecessary to cite official statistics to establish what is of common knowledge through the length and breadth of the land. While in the instant case no factual brief has been presented, there is no reason to doubt that the state of Washington has encountered the same social problem that is present elsewhere. The community is not bound to provide what is in effect a subsidy for unconscionable employers.

## **United States v. Carolene Products, Co., 304 U.S. 144 (1938)**

**Le Filled Milk Act adopté par le Congrès fédéral en 1923, qui interdit la commercialisation de produits laitiers ayant des additifs de graisse, viole-t-il le 5ième amendement à la Constitution fédérale?**

La Cour annonce qu'en matière de réglementations économiques, elle s'en tiendra à une 'rationality review', un contrôle marginal portant uniquement sur l'erreur manifeste d'appréciation:

'...the existence of facts supporting the legislative judgment is to be presumed, for regulatory legislation affecting ordinary commercial transactions is not to be pronounced unconstitutional unless in the light of the facts made known or generally assumed it is of such a character as to preclude the assumption that it rests upon some rational basis within the knowledge and experience of the legislators'.

## United States v. Carolene Products, Co., 304 U.S. 144 (1938)(suite)

Sauf (note 4) lorsqu'est alléguée une atteinte à un droit fondamental spécifiquement reconnu, ou lorsque le processus de décision politique est menacé ou ne peut être présumé avoir fonctionné correctement, notamment lorsque des mesures cibles des minorités :

There may be narrower scope for operation of the presumption of constitutionality when legislation appears on its face to be within **a specific prohibition of the Constitution**, such as those of the first ten Amendments, which are deemed equally specific when held to be embraced within the Fourteenth.

It is unnecessary to consider now whether legislation which **restricts those political processes which can ordinarily be expected to bring about repeal of undesirable legislation**, is to be subjected to more exacting judicial scrutiny under the general prohibitions of the Fourteenth Amendment than are most other types of legislation. Nor need we enquire whether similar considerations enter into the review of **statutes directed at particular religious, or national, or racial minorities, whether prejudice against discrete and insular minorities may be a special condition**, which tends seriously to curtail the operation of those political processes ordinarily to be relied upon to protect minorities, and which may call for a correspondingly more searching judicial inquiry.

## Williamson v. Lee Optical Co., 348 U.S. 483 (1955)

- Enjeu : compatibilité avec la Due Process Clause du 14<sup>ième</sup> Amendement d'une législation réservant aux ophtalmologistes le droit de prescrire des lunettes ou d'adapter des lunettes, les opticiens ne pouvant procéder à cette opération que moyennant prescription d'un ophtalmologue.
- ‘The Oklahoma law may exact a needless, wasteful requirement in many cases. But it is for the legislature, not the courts, to balance the advantages and disadvantages of the new requirement. (...) the law need not be in every respect logically consistent with its aims to be constitutional. It is enough that there is an evil at hand for correction, and that it might be thought that the particular legislative measure was a rational way to correct it.
- The day is gone when this Court uses the Due Process Clause of the Fourteenth Amendment to strike down state laws, regulatory of business and industrial conditions, because they may be unwise, improvident, or out of harmony with a particular school of thought. "For protection against abuses by legislatures the people must resort to the polls, not to the courts....”



## L'instauration de l'Etat providence aux Etats-Unis

- I. Une remise en cause de la liberté contractuelle comme liberté fondamentale
- II. L'expérience de l'économie de guerre et celle de l'Etat du Wisconsin
- III. La levée du veto des juridictions fédérales

## I. La révolution du New Deal aux Etats-Unis

- Le keynésianisme avant Keynes
- La double transformation du New Deal
- La fin de l'ère Lochner et la nouvelle pensée constitutionnelle
- L'héritage ambigu du New Deal

## II. L'Etat providence en perspective

- Le rôle de l'Etat protecteur
- Les trois missions de l'Etat providence
- Les critiques de l'Etat providence
- Au-delà de l'économicisme

## APRES LE NEW DEAL: CRITIQUES DE L'ETAT PROVIDENCE

- **La répartition des tâches entre l'Etat et le marché:** la voie ouverte à l'Etat néolibéral : la division des tâches entre le marché (assurer la production) et l'Etat ((1) assurer la redistribution ; (2) créer les conditions macro-économiques favorables par le soutien de la demande; (3) police du marché)
- **L'émergence de l'Etat bureaucratique** et ses critiques : (1) la critique de la capture du régulateur ; (2) la critique de la perte de l'autonomie privée et de la rationalité bureaucratique
- La substitution de l'idéologie de la **croissance infinie** à l'idéal de la **“démocratie industrielle”** (“industrial democracy”): l'Etat compensateur
- L'éviction par l'Etat providence des autres formes de solidarité



**Y a-t-il un rapport de vases communicants entre différentes formes d'attachement social, par les liens de filiation (famille), de participation organique (travail), de participation civile (associations), et civiques (citoyenneté de l'Etat)?**

**Serge Paugam**

L'ATTACHEMENT  
SOCIAL

Formes et fondements de la solidarité humaine



LA COULEUR DES IDÉES

SEUIL

Quelle est l'importance des différentes formes d'attachement social?

Et existe-t-il un effet d'éviction, par l'Etat providence / la solidarité institutionnalisée, d'autres formes d'attachement social?

Tableau 11.4. Analyse des caractéristiques des cinq groupes

	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5
Pays	Chili, Colombie, Pérou, Salvador, Guatemala, Mexique, Nicaragua	Argentine, Brésil, Estonie, Pologne, Hongrie, Grèce, Espagne, Japon, Corée du Sud, Afrique du Sud, Turquie	France, Italie, Slovénie, Uruguay	États-Unis, Canada, Nouvelle-Zélande, Grande-Bretagne	Danemark, Norvège, Finlande, Suède, Pays-Bas, Allemagne, Suisse, Australie
Score moyen de l'indice de lien de <i>filiation</i>	0,72	0,59	0,39	0,25	0,08
Score moyen de l'indice de lien de <i>participation électorale</i>	0,28	0,16	0,31	0,91	0,6
Score moyen de l'indice de lien de <i>participation organique</i>	0,03	0,23	0,84	0,21	0,78
Score moyen de l'indice de lien de <i>citoyenneté</i>	0,15	0,33	0,31	0,61	0,81
<i>Lien prééminent</i>	Lien de <i>filiation</i>	Lien de <i>filiation</i>	Lien de <i>participation organique</i>	Lien de <i>participation électorale</i>	Lien de <i>citoyenneté</i>
<i>Groupe d'attachement social</i>	Familialiste ++	Familialiste	Organiciste	Volontariste	Universaliste
<i>Score de stabilité</i>	0,7981133	0,7194639	0,7296667	0,8881667	0,8705833

Source : Base de données

envers la justice.

Tableau 11.3. Corrélation entre indices de liens sociaux  
(coefficient de Pearson)

	Lien de participation élective	Lien de participation organique	Lien de citoyenneté
Lien de filiation	- 0,66 (***)	- 0,75 (***)	- 0,85 (***)
Lien de participation élective		Ns	0,63 (***)
Lien de participation organique			0,58 (***)

Source : Base de données 34 pays.

Ns : non significatif.

\*\*\* :  $p < 0,001$ .

Note de lecture : le lien de filiation est corrélé de façon négative au lien de citoyenneté : le coefficient est de : - 0,85. Les trois étoiles indiquent que cette corrélation est statistiquement hautement significative.

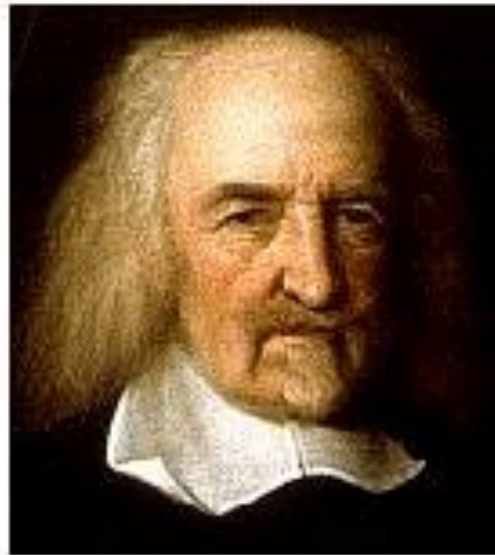
## **I. La révolution du New Deal aux Etats-Unis**

- Le keynésianisme avant Keynes
- La double transformation du New Deal
- La fin de l'ère Lochner et la nouvelle pensée constitutionnelle
- L'héritage ambigu du New Deal

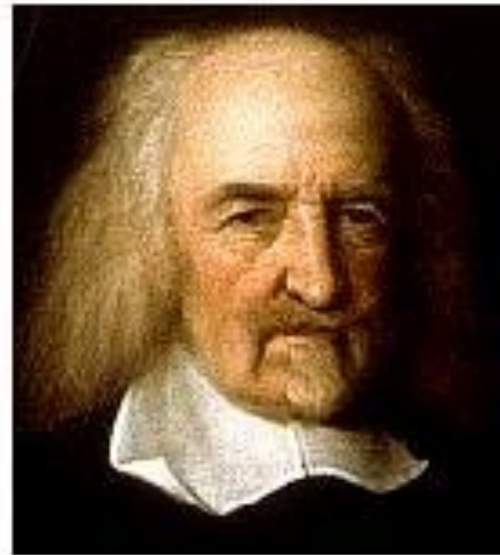
## **II. L'Etat providence en perspective**

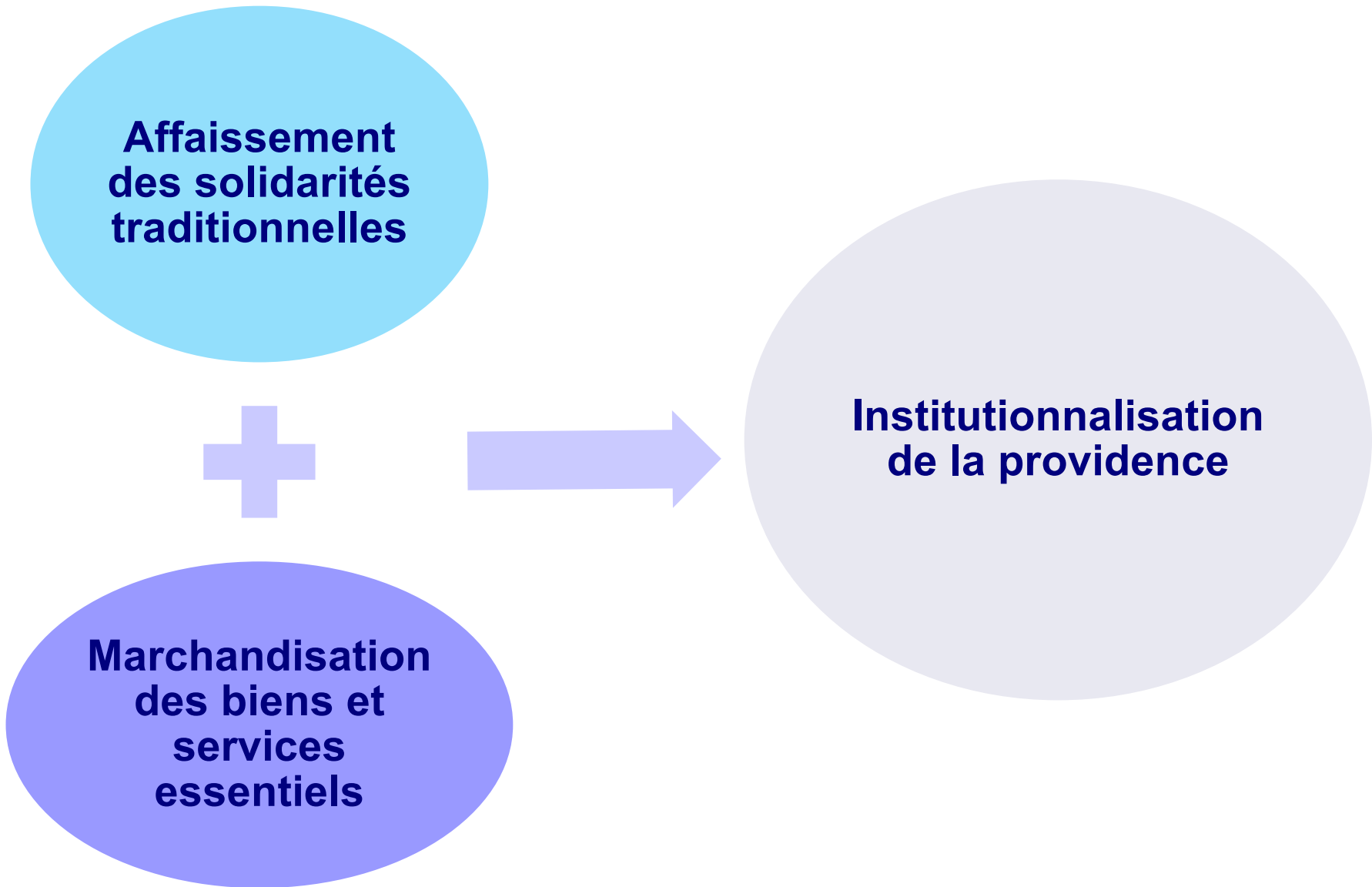
- Le rôle de l'Etat protecteur
- Les trois missions de l'Etat providence
- Les critiques de l'Etat providence
- Au-delà de l'économicisme

‘Attendu que beaucoup d’hommes deviennent, par suite de circonstances inévitables, inaptes à subvenir à leurs besoins par le travail, ils ne doivent pas être abandonnés à la charité des personnes privées : c’est aux lois de la République d’y pourvoir, dans toute la mesure requise par les nécessités de la nature. En effet, de même que c’est un manque de charité, de la part de chacun, de ne pas se soucier des invalides, c’en est un aussi, de la part du souverain d’une République, de les exposer au hasard d’une charité aussi incertaine’



1. L'Etat vient pallier l'érosion de la "protection rapprochée"
2. L'intervention de l'Etat est subsidiaire par rapport à l'individu qui se prend en charge – la distinction entre les "inaptes" et les "aptes à travailler"
3. Il faut garantir aux individus le "minimum" requis par les "nécessités de la nature" – le principe de la moindre éligibilité
4. L'omnipotence de l'Etat et sa substitution aux formes de solidarité spontanées justifiées par le souci de protection





## L'Etat providence: trois projets

1. **Démarchandisation du travail**
2. **Assurer la sécurité d'existence**
3. **Redistribuer / lutter contre les inégalités**

**Marché : création  
de richesse mais  
source  
d'exclusion**



**Impôts et  
transferts**



**Redistribution  
pour compenser  
les exclusions du  
marché**



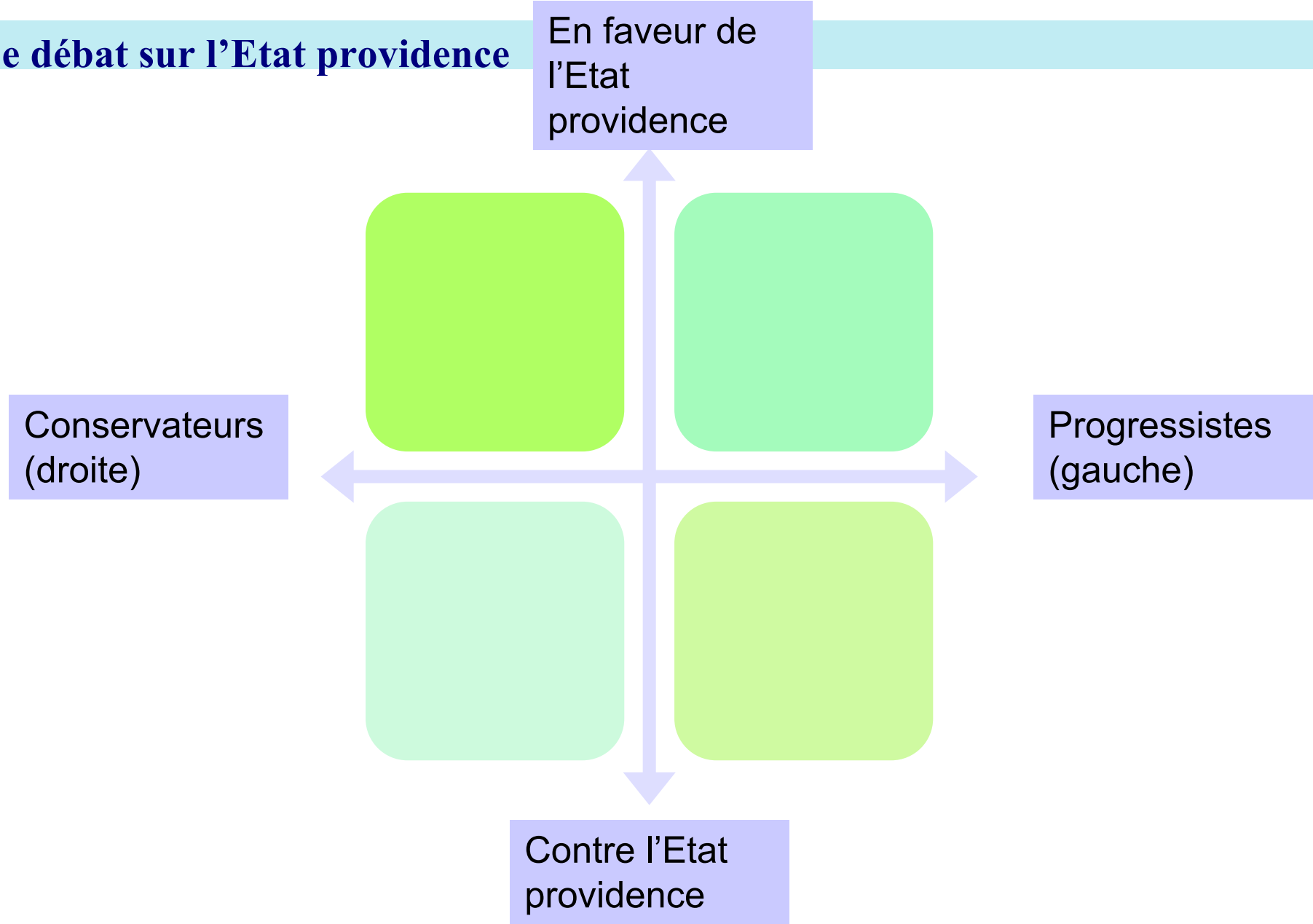
## Démarchandisation du travail : protéger des risques d'exploitation face au renversement des incitants



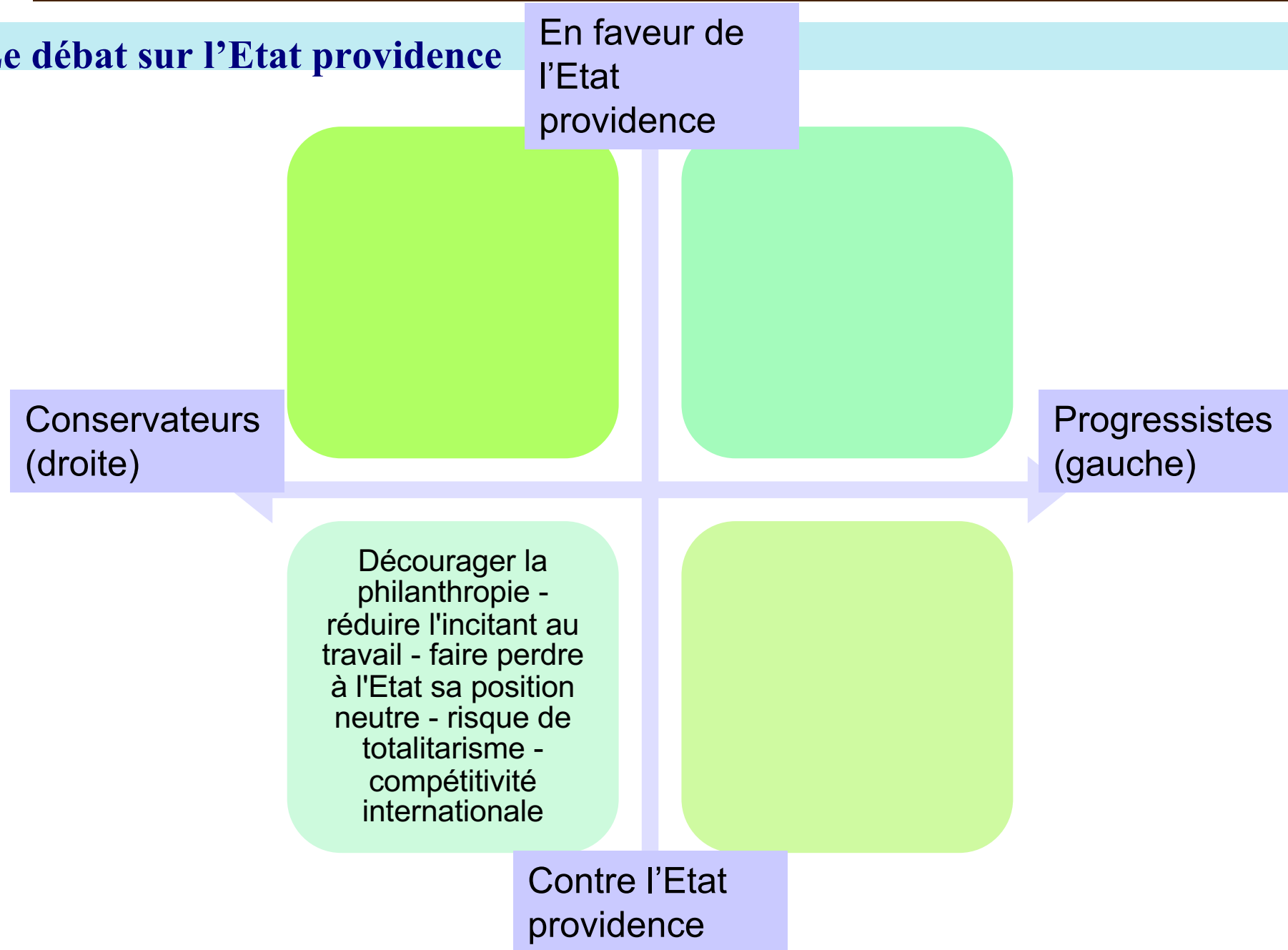
## Assurer la sécurité d'existence dans le respect du principe de moindre éligibilité

<b>revenus de remplacement en cas d'incapacité de travailler</b>	<b>revenus de complément face aux changements de situation</b>	<b>revenu minimum garanti</b>
allocations de chômage maternité pensions de retraite	allocations familiales assurance soins de santé	revenu d'intégration sociale / revenu de solidarité active allocation handicap
sans condition de ressource, fonction du niveau de revenus antérieur	sans condition de ressource, égal pour tous/toutes	sous condition de ressources

Le débat sur l'Etat providence



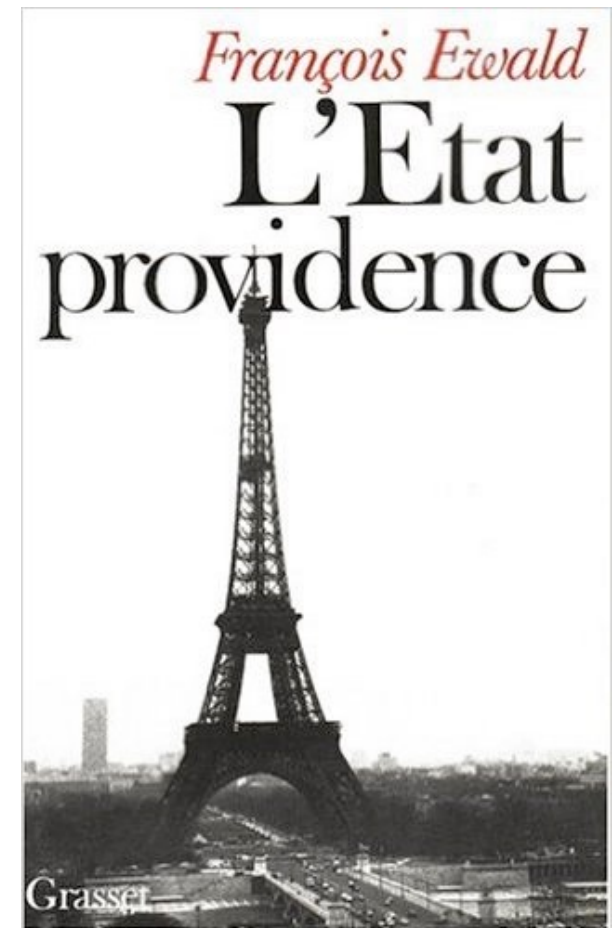
## Le débat sur l'Etat providence



## François Ewald, *L'Etat providence* (1986)

Arguments, au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, contre la reconnaissance d'un "droit d'assistance" :

- **inefficace**, car ' "fait" les pauvres en leur donnant un intérêt à l'être'
- la **juridicisation d'obligations morales de 'charité'** fait perdre sa valeur morale à la charité et détruit le rapport de solidarité entre le riche et le pauvre : 'Le riche, qui ne regarde plus la bienfaisance que comme une charge, cherche à en alléger le poids, ainsi que font les contribuables pour toutes les taxes; il devient dur, cruel, avare. Le pauvre, fort des droits que lui attribue la loi, devient farouche, violent, haineux...'
- le **droit d'assistance** n'existe pas car aucun contrat n'existe entre le nécessiteux et celui à qui l'on prend pour compenser le manque de revenu de celui qui est sans ressources : la société est un réseau de contrats, donc à défaut d'accord il n'y a pas d'obligation d'assistance (pas d'autres rapports entre les membres de la société que rapports purement contractuels)



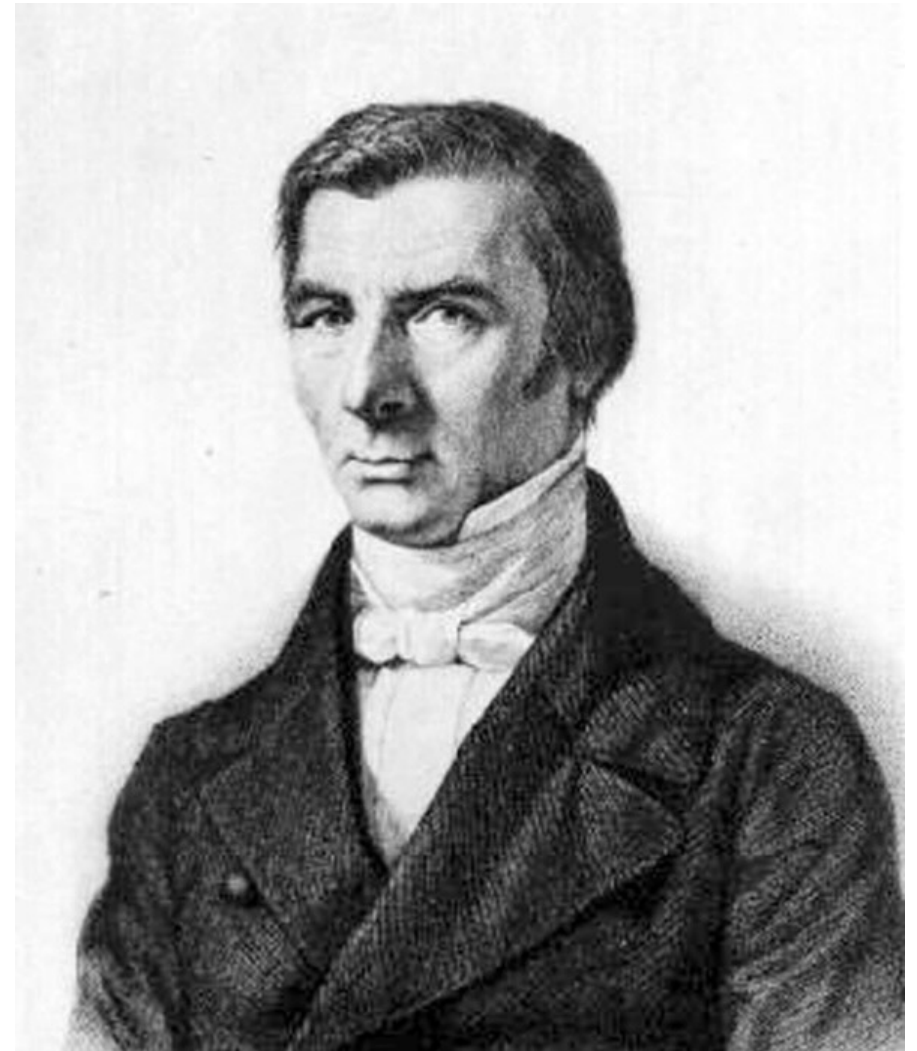
- la juridicisation du devoir moral de fraternité constitue une **menace pour l'Etat de droit**, car on ne peut définir objectivement la limite de ce que peut imposer l'Etat au nom de la fraternité –

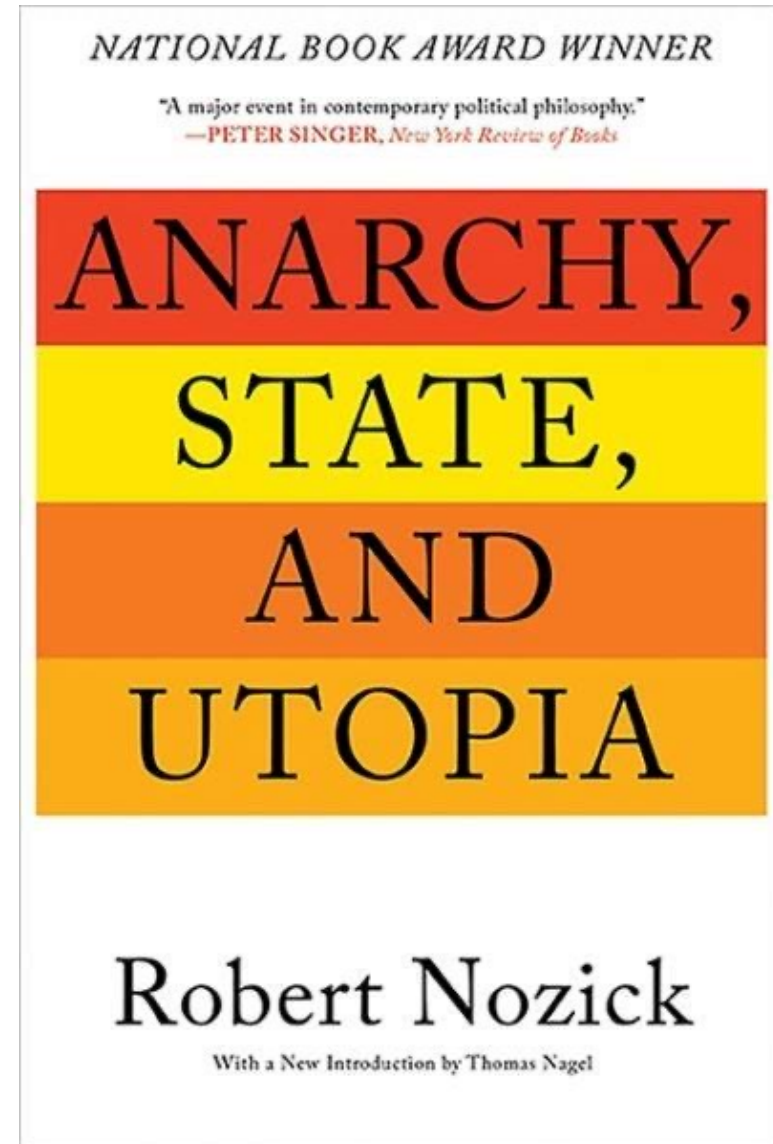
**Ewald** : 'Outrepasser la limite libérale a donc un effet constitutionnel : le droit perd sa position de souveraineté: il n'est plus ce qui lie la volonté du législateur et lui donne la forme du droit. La sanction juridique des devoirs de fraternité implique le renversement des rapports droit-politique, légalité-opportunité'



**Fr. Bastiat, 'Justice et fraternité' (1864):**

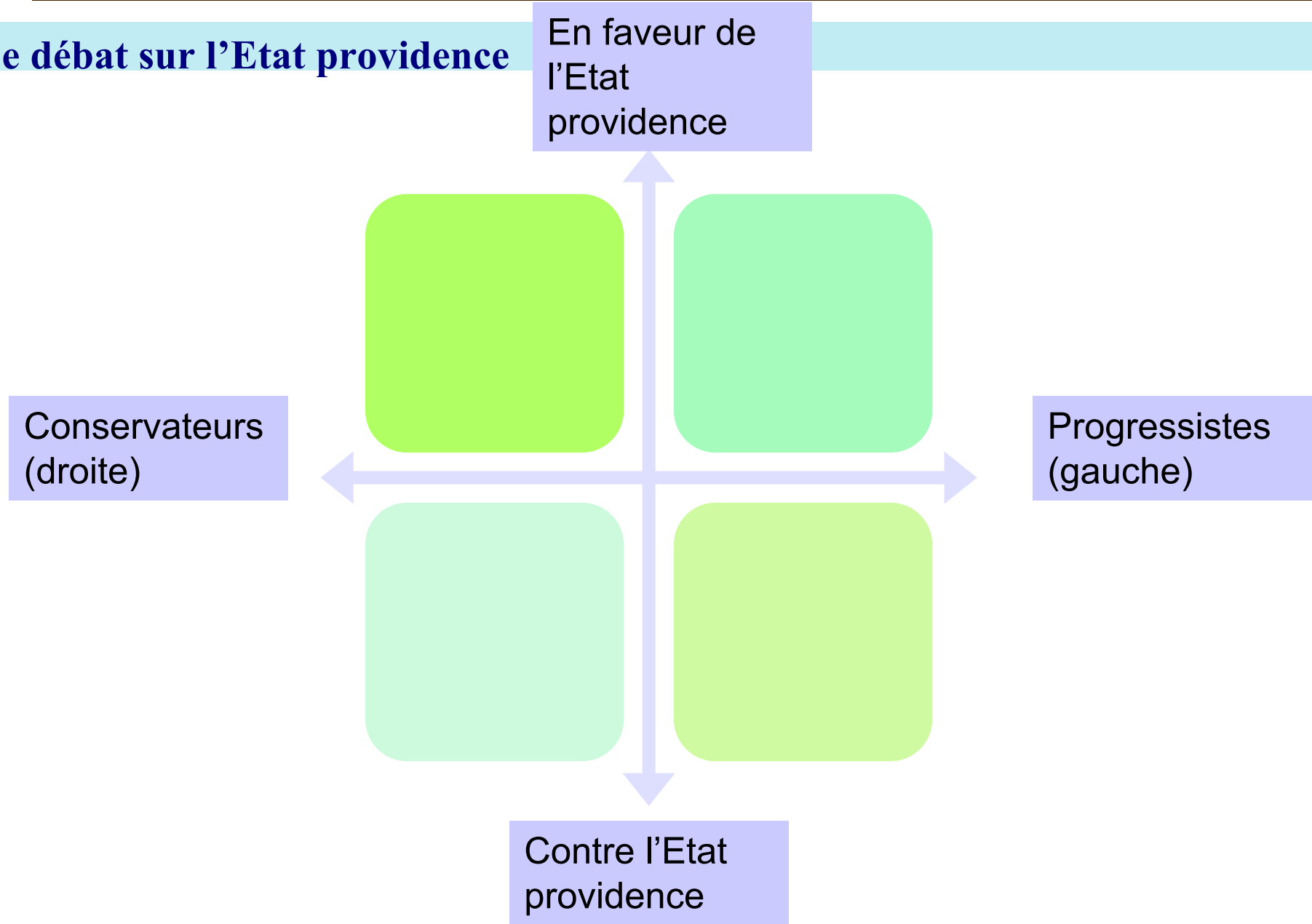
‘La loi (...) a-t-elle pour mission de constater et de faire respecter la limite des droits réciproques préexistants, ou bien de faire directement le bonheur des hommes, en provoquant des actes de dévouement, d’abnégation et de sacrifices mutuels? Ce qui me frappe dans ce dernier système, c’est l’incertitude qu’il fait placer sur l’activité humaine et ses résultats, c’est l’inconnu devant lequel il place la société (...). La justice, on sait ce qu’elle est, où elle est. C’est un point fixe, immuable. Que la loi la prenne pour guide, chacun sait à quoi s’en tenir, et s’arrange en conséquence. Mais la fraternité (...) c’est l’infini.’



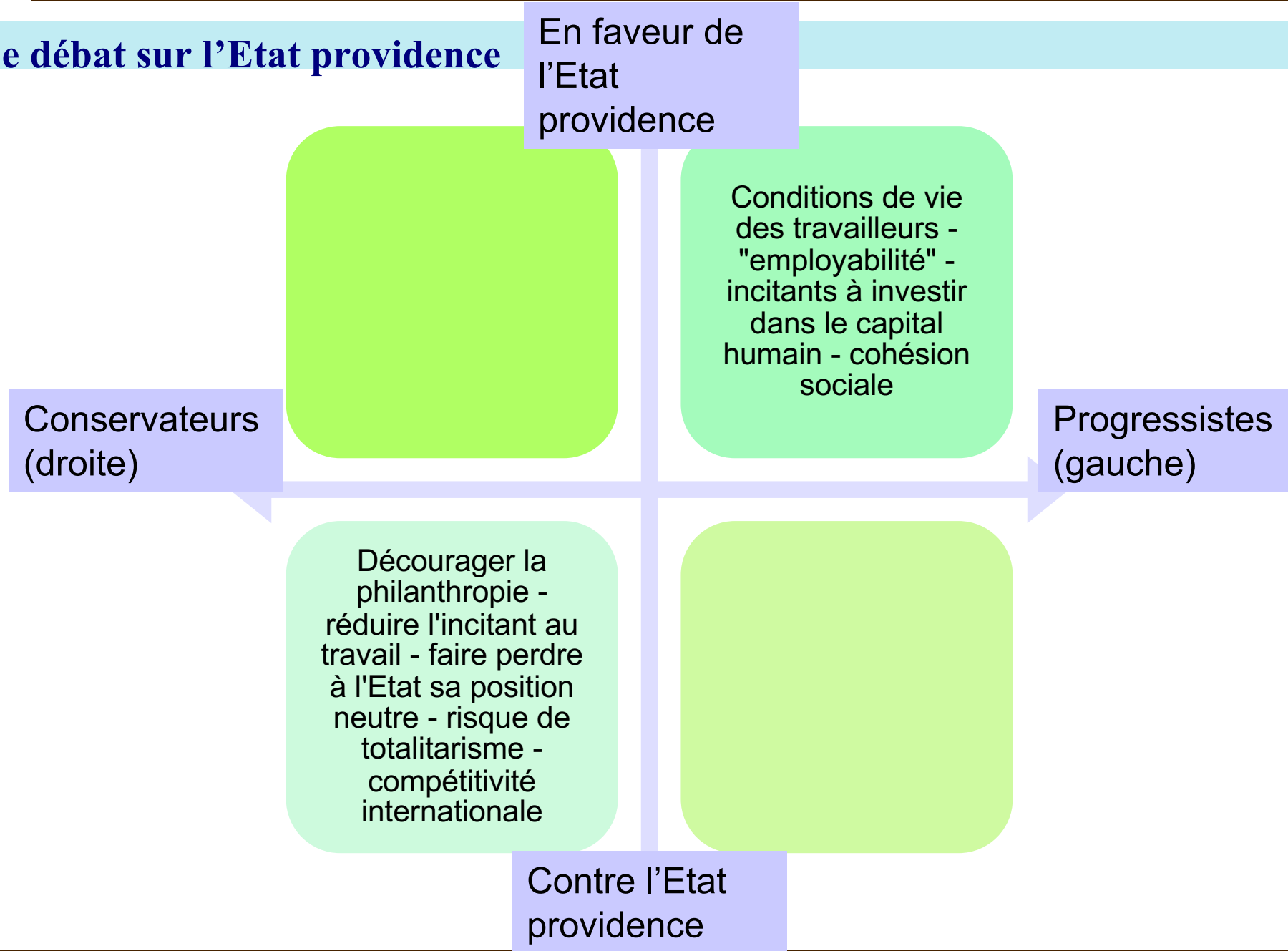




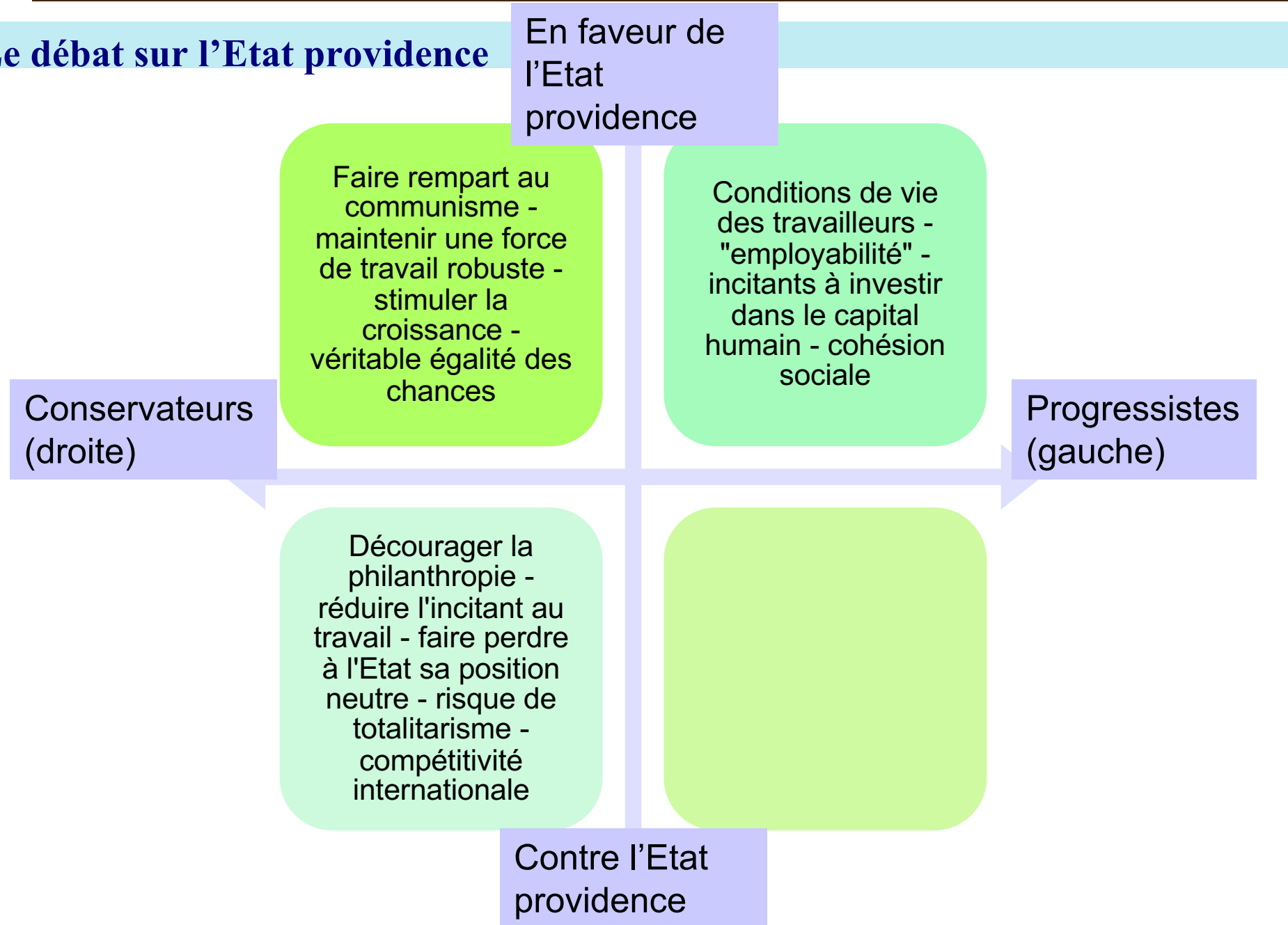
Le débat sur l'Etat providence

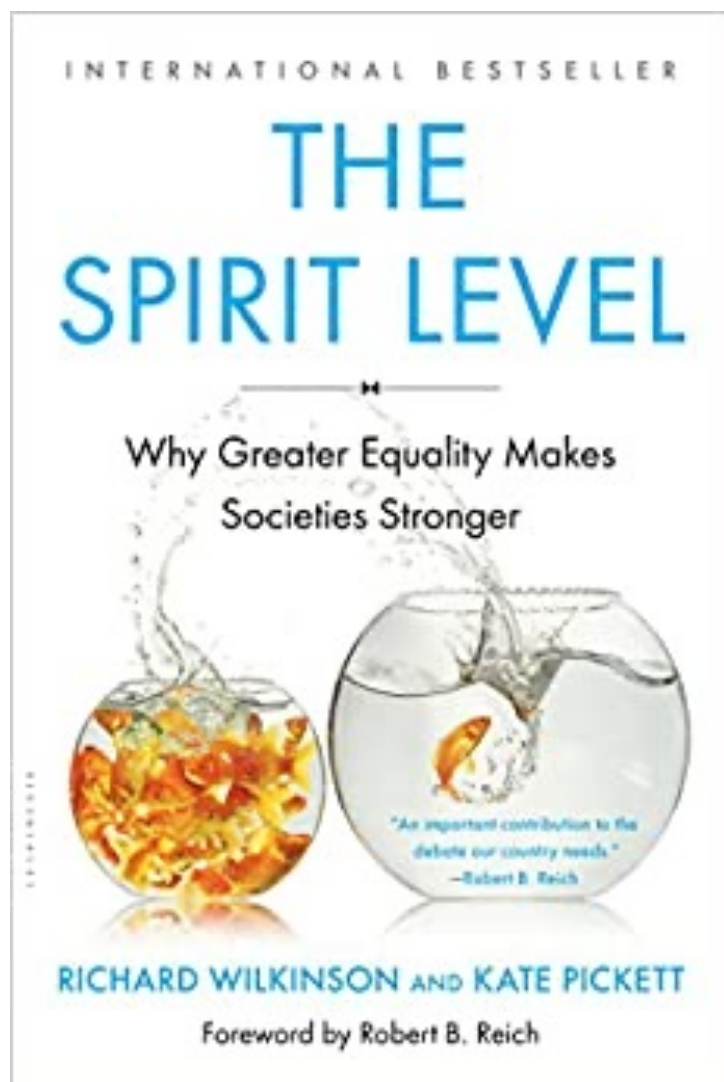


## Le débat sur l'Etat providence



## Le débat sur l'Etat providence

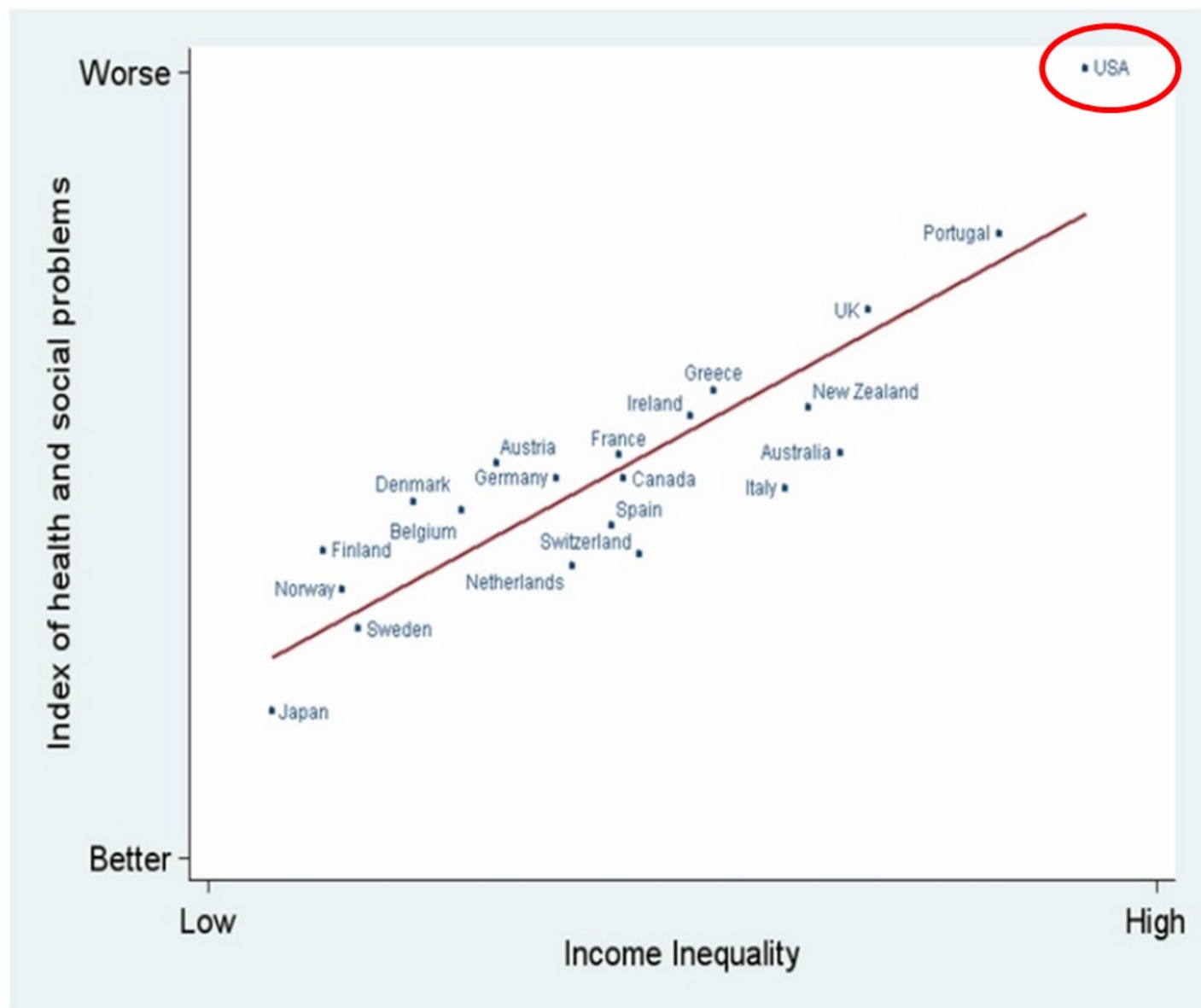




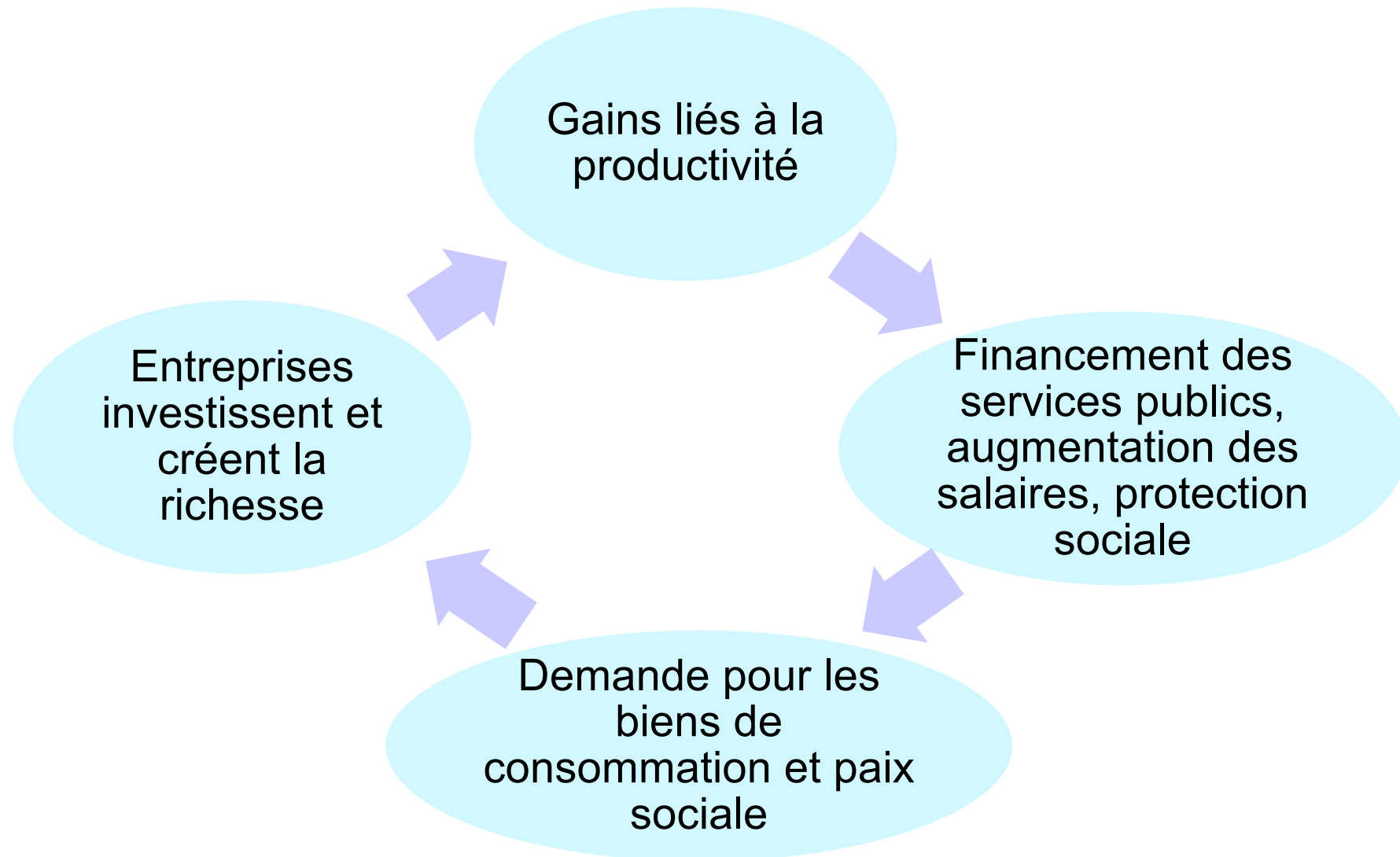
## Health and Social Problems are Worse in More Unequal Countries

### Index of:

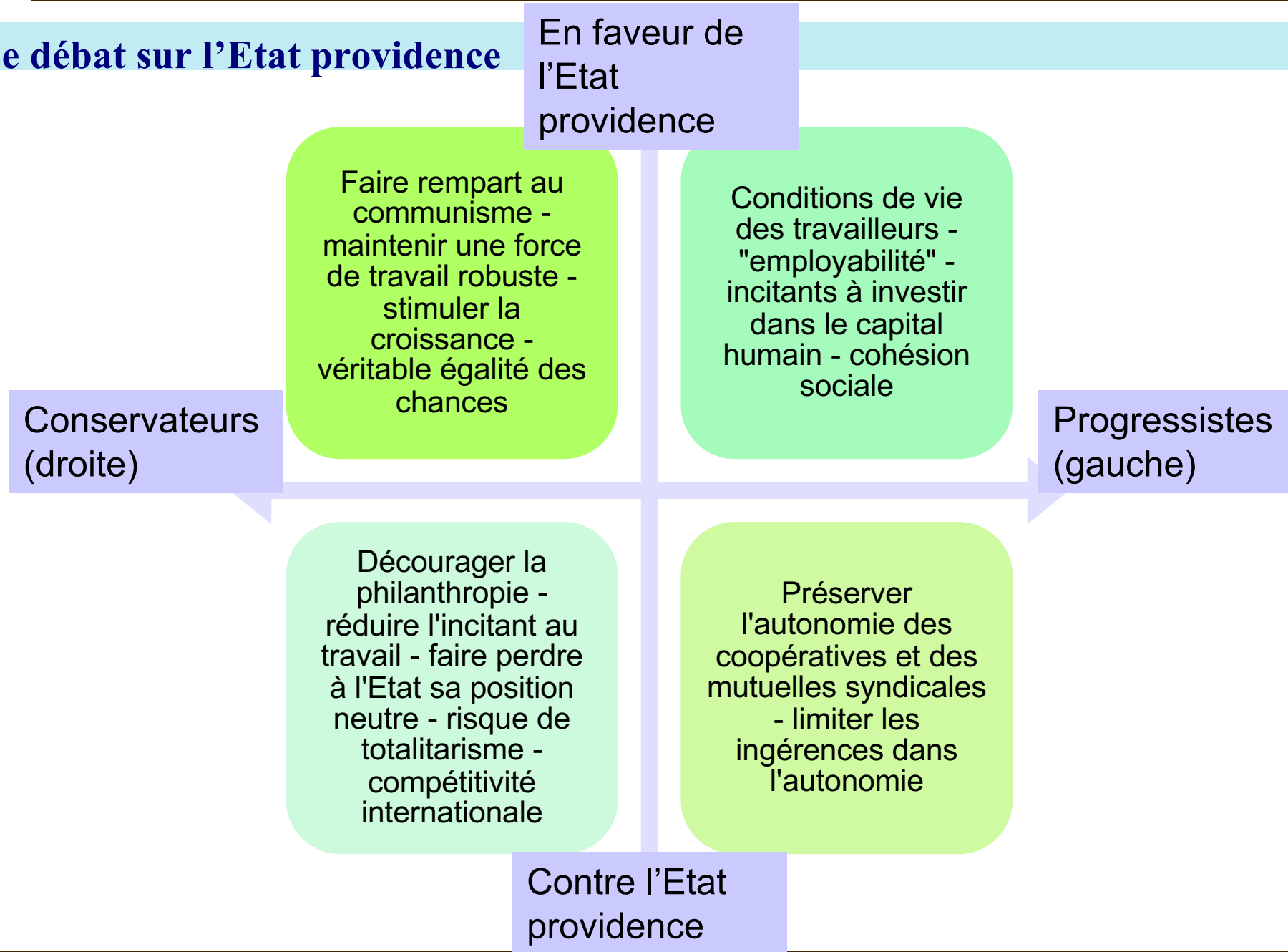
- Life expectancy
- Math & Literacy
- Infant mortality
- Homicides
- Imprisonment
- Teenage births
- Trust
- Obesity
- Mental illness – incl. drug & alcohol addiction
- Social mobility



## Le compromis « fordiste » (1945-1975)



## Le débat sur l'Etat providence



	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5
Pays	Chili, Colombie, Pérou, Salvador, Guatemala, Mexique, Nicaragua	Argentine, Brésil, Estonie, Pologne, Hongrie, Grèce, Espagne, Japon, Corée du Sud, Afrique du Sud, Turquie	France, Italie, Slovénie, Uruguay	États-Unis Canada, Nouvelle- Zélande, Grande- Bretagne	Danemark, Norvège, Finlande, Suède, Pays-Bas Allemagne, Suisse, Australie
Score moyen de l'indice de lien de <i>filiation</i>	0,72	0,59	0,39	0,25	0,08
Score moyen de l'indice de lien de <i>participation élective</i>	0,28	0,16	0,31	0,91	0,6
Score moyen de l'indice de lien de <i>participation organique</i>	0,03	0,23	0,84	0,21	0,78
Score moyen de l'indice de lien de <i>citoyenneté</i>	0,15	0,33	0,31	0,61	0,81
<i>Lien prééminent</i>	Lien de <i>filiation</i>	Lien de <i>filiation</i>	Lien de <i>participation organique</i>	Lien de <i>participation élective</i>	Lien de <i>citoyenneté</i>
<i>Groupe d'attachement social</i>	Familialiste ++	Familialiste	Organiciste	Volontariste	Universaliste
<i>Score de stabilité</i>	0,7981133	0,7194639	0,7296667	0,8881667	0,8705833

Source : Base de données 34 pays.



Tableau 11.3. Corrélation entre indices de liens sociaux  
(coefficient de Pearson)

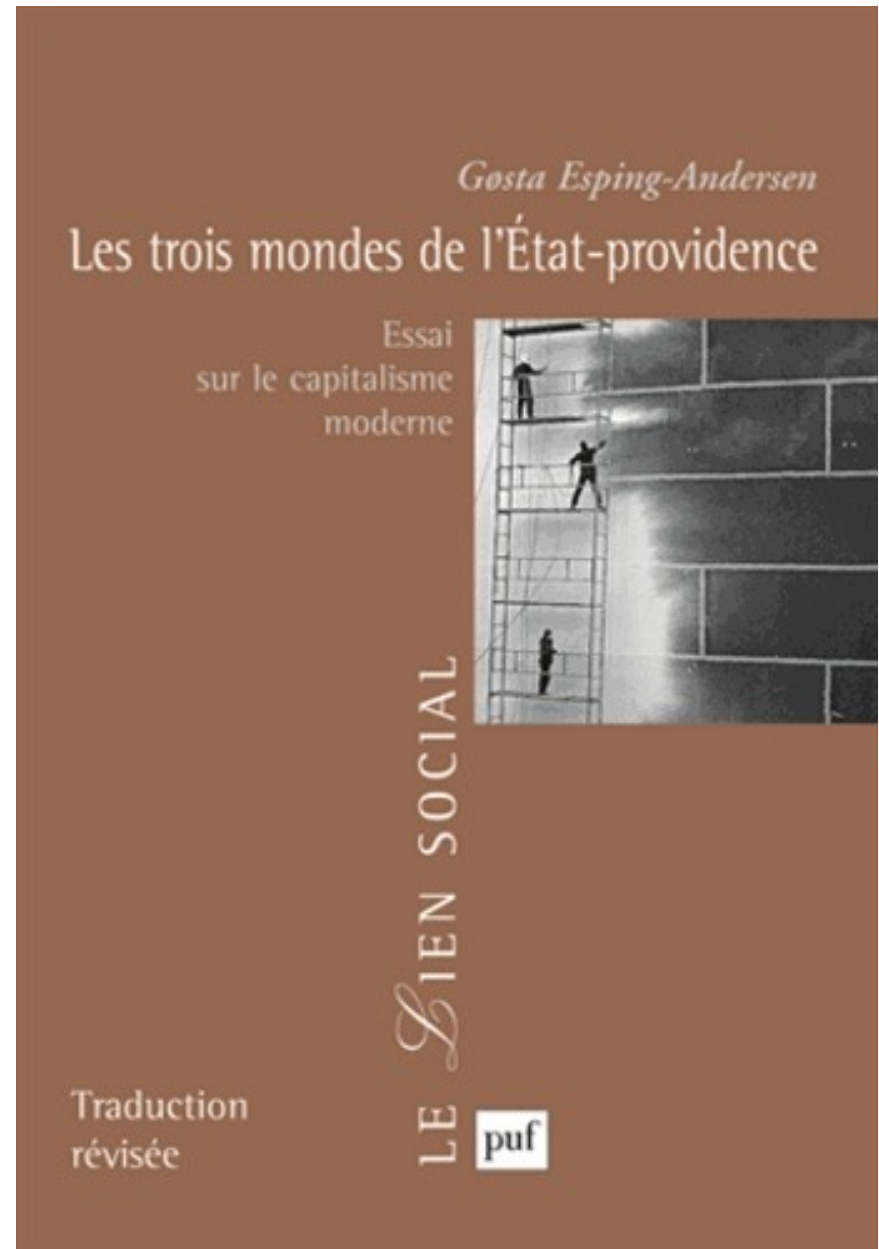
	Lien de participation élective	Lien de participation organique	Lien de citoyenneté
Lien de filiation	- 0,66 (***)	- 0,75 (***)	- 0,85 (***)
Lien de participation élective		Ns	0,63 (***)
Lien de participation organique			0,58 (***)

Source : Base de données 34 pays.

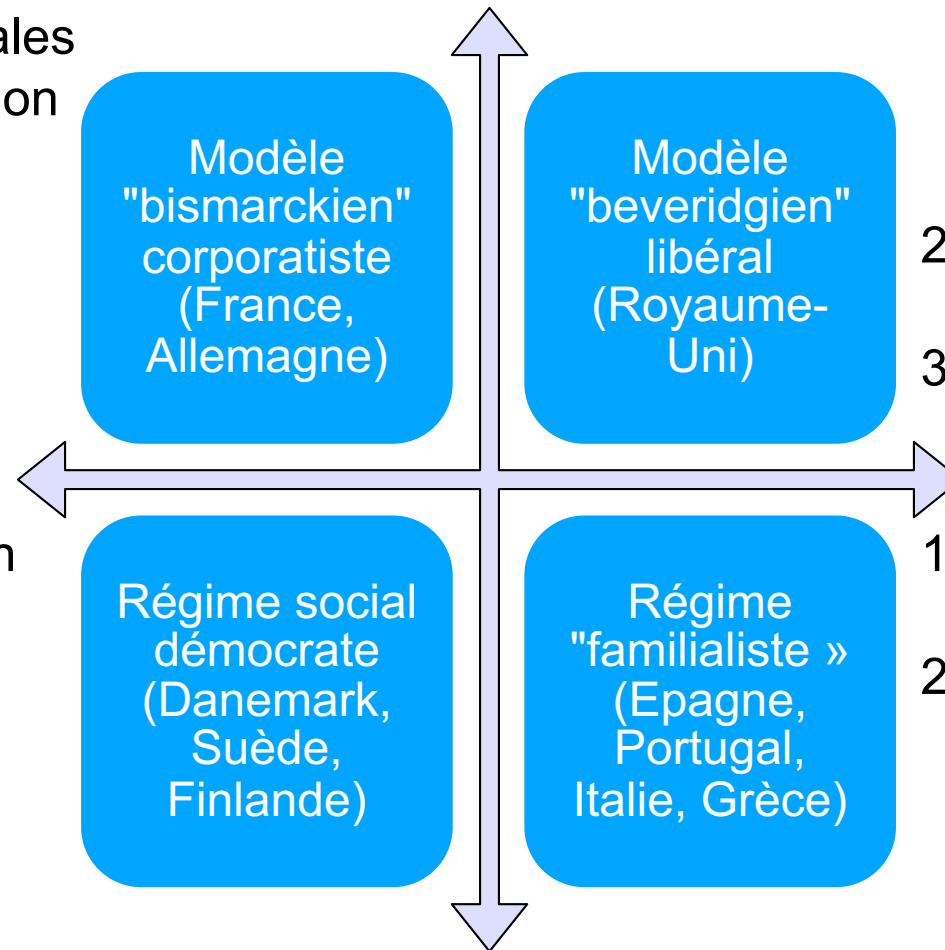
Ns : non significatif.

\*\*\* :  $p < 0,001$ .

Note de lecture : le lien de filiation est corrélé de façon négative au lien de citoyenneté : le coefficient est de : - 0,85. Les trois étoiles indiquent que cette corrélation est statistiquement hautement significative.



1. Caisses d'assurance sociale – financement par cotisations sociales
2. Allocations en fonction du revenu antérieur
3. Prime aux 'insiders'
4. Modèle du 'male breadwinner'



1. Niveau de protection élevé
2. Facilitant la transition vers le monde du travail
3. Financement par l'impôt

1. Niveau de protection minimal: éviter les distorsions / les désincitants au travail
  2. Ciblage sur les plus démunis
  3. Financement par l'impôt
- 
1. Prime aux 'insiders'
  2. Niveau élevé de pensions, faible des autres prestations
  3. Solidarité familiale

## Les modèles d'Etat providence

Assurance sociale

Protection contre l'indigence

Modèle bismarckien: soutien au "chef de famille" sur base de l'emploi

Redistribution

Modèle "beveridgien" conservateur-libéral

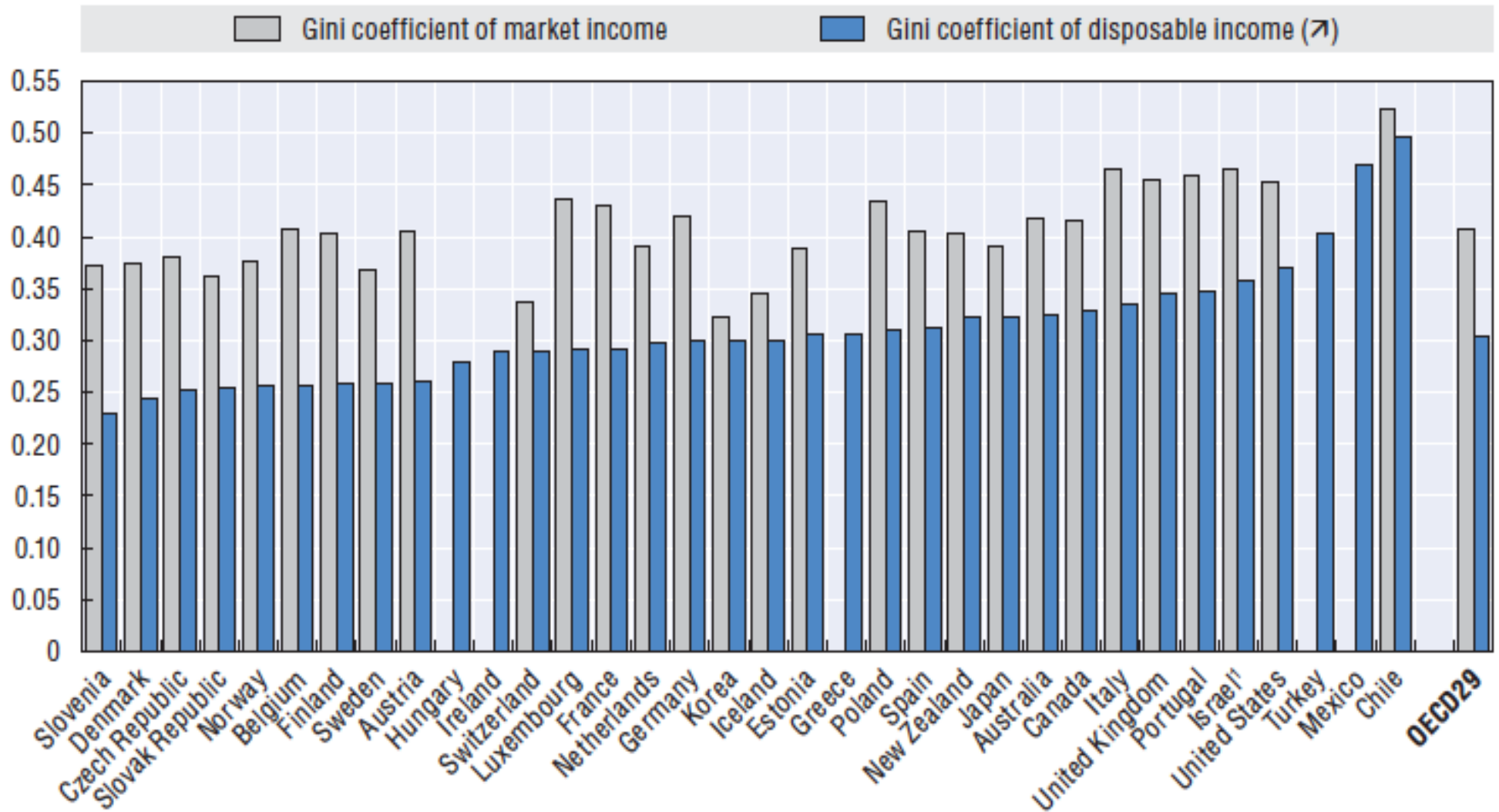
Modèle social-démocrate (scandinave)

Assistance sociale

## Les critiques de l'Etat providence

1. **Inégalités dans le marché et inégalités post marché : l'économie inclusive comme complément à la providence ?**
2. **Ciblage et conditionnalités et l'alternative du revenu de base universel**
3. **Confirmation ou remise en cause de l'économicisme?**

Redistribuer / lutter contre les inégalités : le caractère infini de la tâche



## Les critiques de l'Etat providence

1. **Inégalités dans le marché et inégalités post marché : l'économie inclusive comme complément à la providence ?**
2. **Ciblage et conditionnalités et l'alternative du revenu de base universel**
3. **Confirmation ou remise en cause de l'économicisme?**

## Le débat sur le revenu universel – un symptôme de la crise de l'Etat providence

Le revenu universel	A l'inverse de	La crise de l'Etat providence
A chaque individu indépendamment de sa situation familiale	Modulation selon le statut de cohabitant, d'isolé ou de « chef de ménage »	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'atteinte à la liberté des choix de vie</li> <li>2. Les immixtions dans la vie privée</li> </ol>
Sans condition de ressources	Aide sociale (RIS, RSA) sous condition de ressources	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le « paradoxe de la redistribution » (Walter Korpi et Joakim Palme (1998))</li> <li>2. Les « pièges à l'emploi »</li> <li>3. Le « non-recours aux droits »</li> </ol>
Sans contrepartie	Allocations sous condition	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'injonction du travail: fonction expressive de la loi et</li> <li>2. Perte du pluralisme</li> </ol>

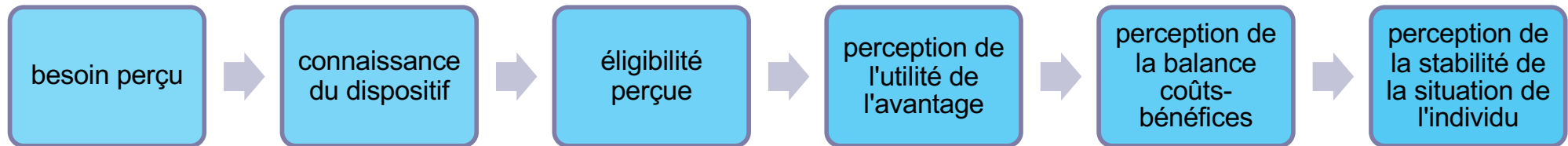


W. Korpi et J. Palme (1998). The paradox of redistribution and strategies of equality : welfare state institutions, inequality, and poverty in the Western countries, *American Sociological Review*, vol. 63, n° 5, pp. 661-687

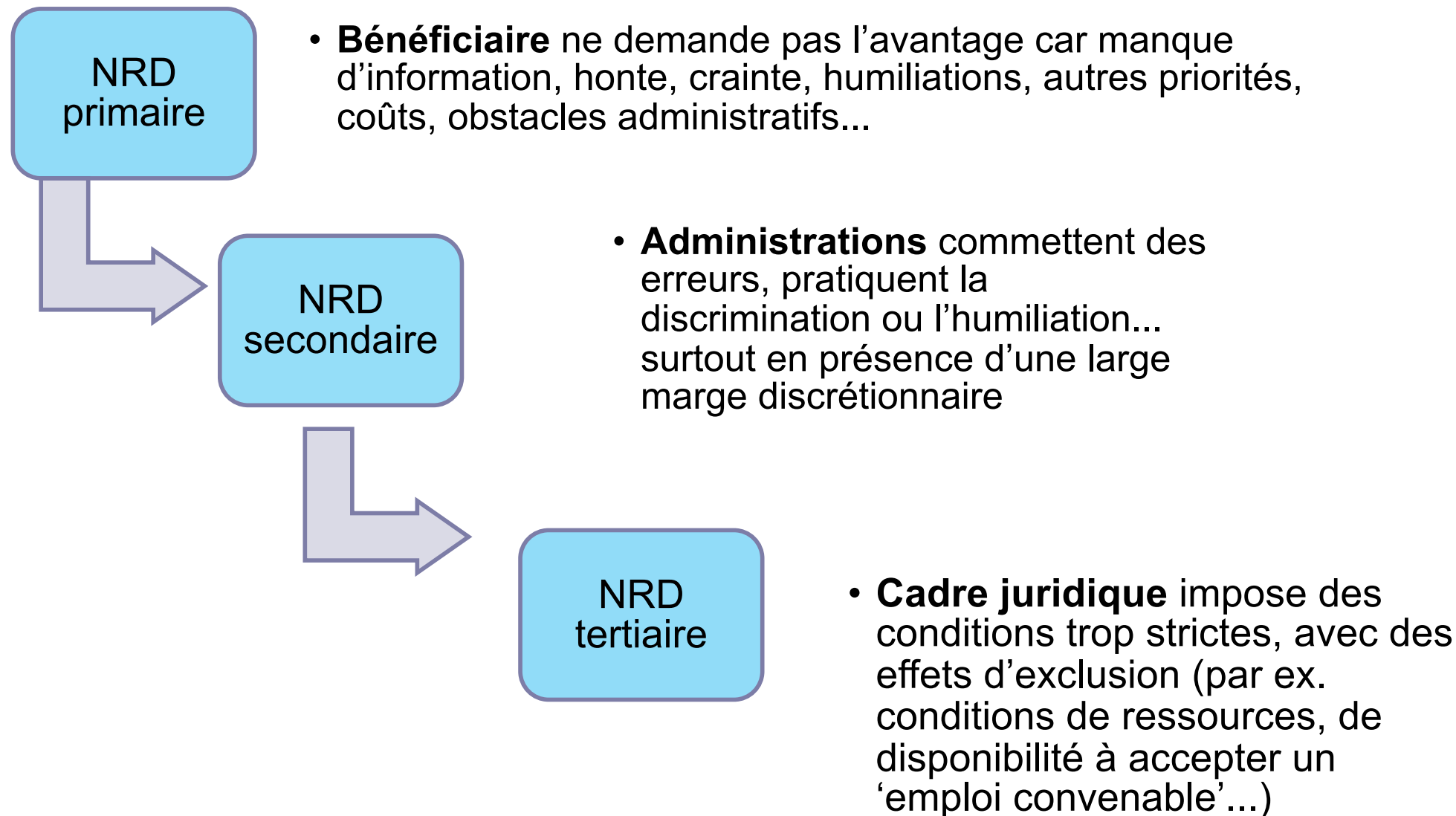
D. Gugushvili & T. Laenen (2019). Twenty years after Korpi and Palme's "paradox of redistribution": What have we learned so far, and where should we take it from here? SPSW Working Paper No.5. Leuven: Centre for Sociological Research, KU Leuven.



## Le modèle de non-recours aux droits fondé sur la théorie du choix rationnel



**Le modèle du choix rationnel: un parcours de six obstacles.** Inspiré de:  
Kerr, S. A. (1982). Differential Take-up of Supplementary Pensions Final Report.  
Edinburgh: Department of Psychology, University of Edinburgh



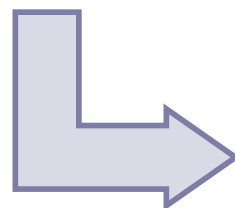
**Source:** N. Van Mechelen & J. Janssens (2017), dérivé de W. Van Oorschot (1996).

NRD  
primaire

- **Bénéficiaire** ne demande pas l'avantage car manque d'information, honte, crainte, humiliations, autres priorités, coûts, obstacles administratifs...

NRD  
secondaire

- **Administrations** commettent des erreurs, pratiquent la discrimination ou l'humiliation... surtout en présence d'une large marge discrétionnaire



NRD  
tertiaire

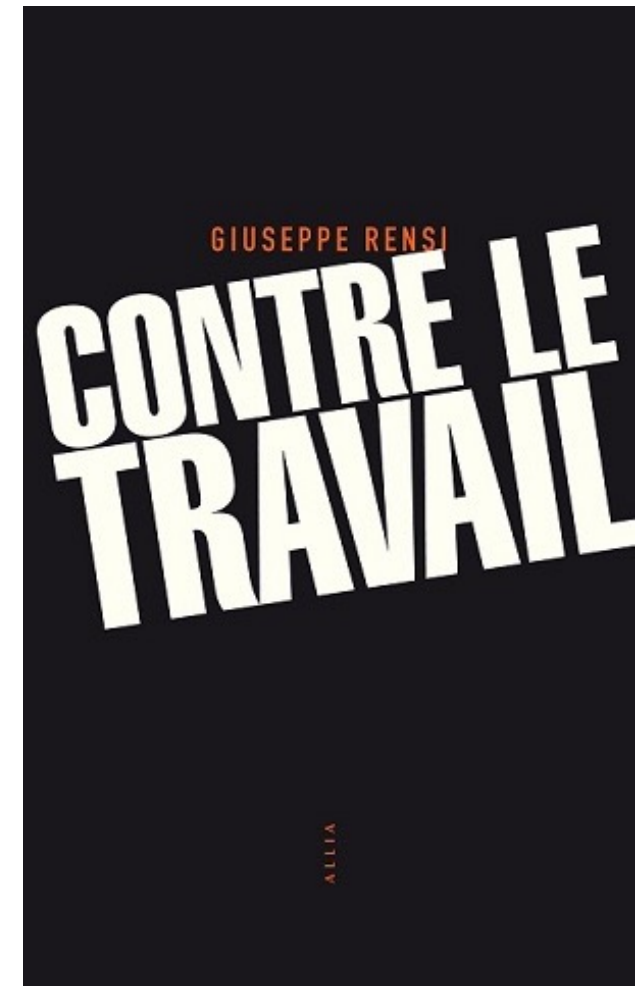
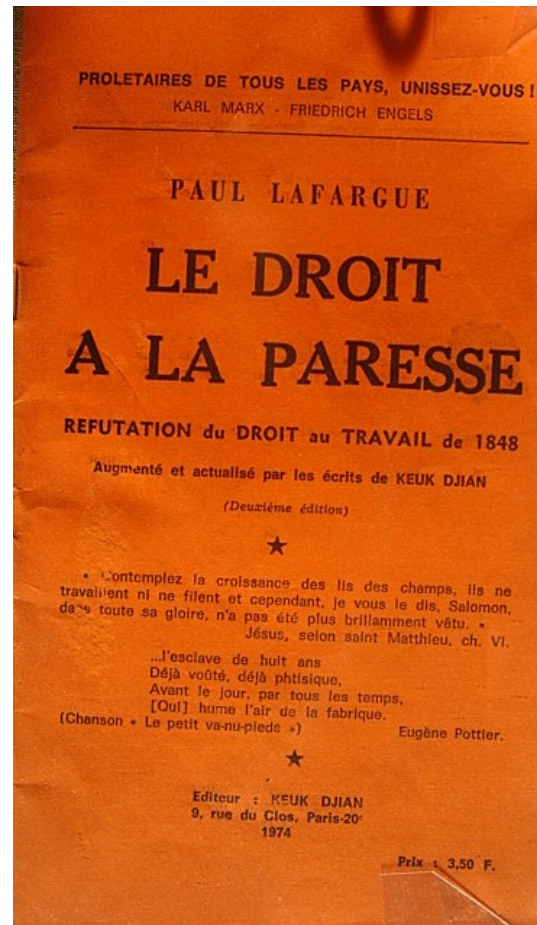
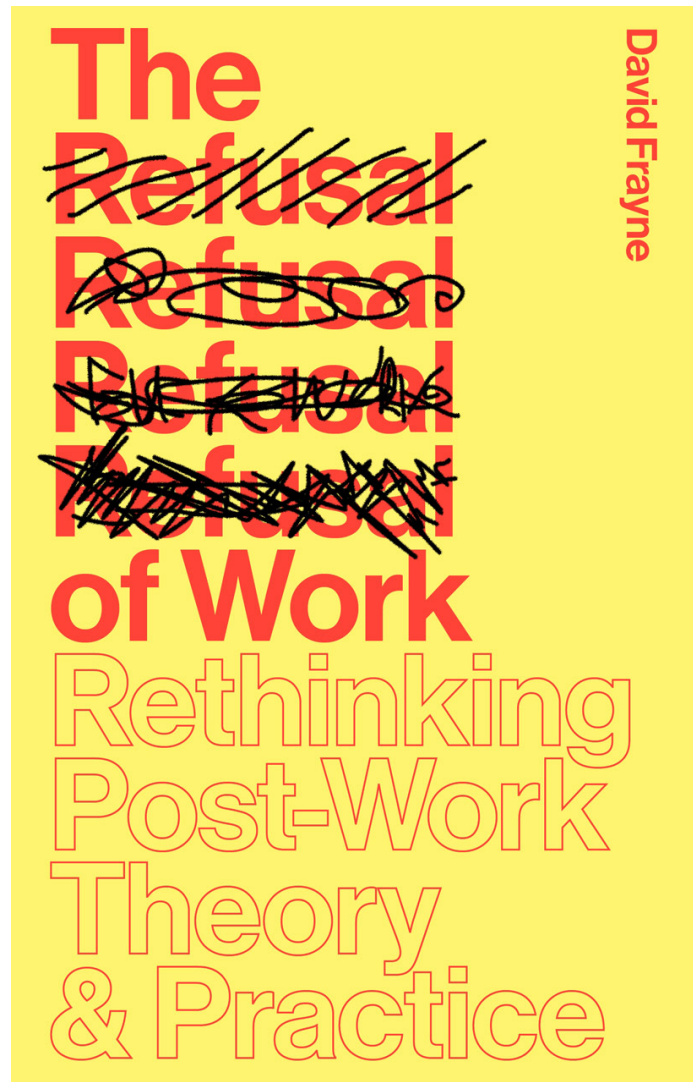
- **Cadre juridique** impose des conditions trop strictes, avec des effets d'exclusion (par ex. conditions de ressources, de disponibilité à accepter un 'emploi convenable'...)

**Source:** N. Van Mechelen & J. Janssens (2017), dérivé de W. Van Oorschot (1996).

## Les critiques de l'Etat providence

1. **Inégalités dans le marché et inégalités post marché : l'économie inclusive comme complément à la providence ?**
2. **Ciblage et conditionnalités et l'alternative du revenu de base universel**
3. **Confirmation ou remise en cause de l'économicisme?**

## Le refus de coopérer avec la société de travail



« La rationalité économique n'a pas de place pour le temps authentiquement libre qui, valeur d'usage sans valeur d'échange et fin en lui-même, ne produit ni ne consomme de richesses marchandes » (A. Gorz, *Métamorphoses du travail. Critique de la raison économique* (1988), p. 187).

« The degradation of leisure (is) a symptom of the broader tendency of economic demands to colonise everyday life. At a time when education risks becoming little more than a joyless pursuit of certification for work, when our interactions with others are often shaped by a need for career advancement, and when unemployment has been turned into 'jobseeking' – itself a form of work – how much of our time can we confidently call our own? When, precisely, are we genuinely released from the demand to either produce or consume economic wealth, to become truly free to experience the world and its culture? » (D. Frayne, *The Refusal of Work. The Theory and Practice of Resistance to Work* (2015), pp. 69-69)

